



UN LIBRARY  
OCT 2 1973  
UN/SA COLLECTION

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**RAPPORT FINANCIER ET COMPTES**  
**de l'exercice terminé le 31 décembre 1972**

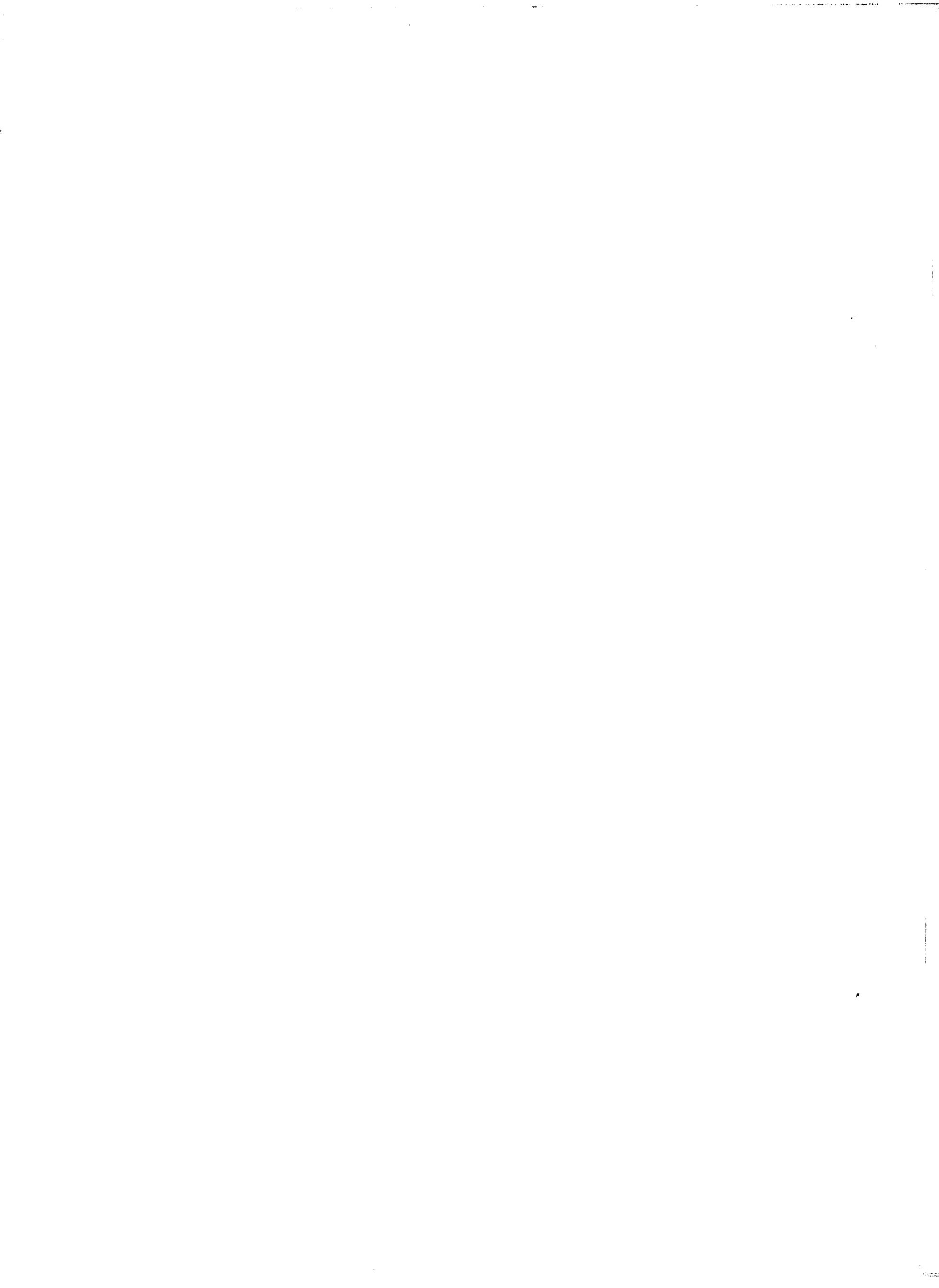
**et**

**RAPPORT**  
**DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION  
SUPPLÉMENT N° 7A (A/9007/Add.1)

**NATIONS UNIES**



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT**

---

**RAPPORT FINANCIER ET COMPTES**  
**de l'exercice terminé le 31 décembre 1972**  
**et**  
**RAPPORT**  
**DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7A (A/9007/Add.1)



**NATIONS UNIES**

New York, 1973

## **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRES D'ENVOI .....	v
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972 .....	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	5
III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972 .....	6
ETAT I. Etat des recettes et des allocations au 31 décembre 1972 ...	6
ETAT II. Le Programme des Nations Unies pour le développement en tant qu'organisation chargée de l'exécution de ses propres projets - Etat des fonds au 31 décembre 1972 .....	9
TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES :	
1. Solde ajusté des ressources non allouées au 1er janvier 1972 .....	12
2. Allocations faites aux organisations participantes et chargées de l'exécution par prélèvement sur la réserve du Programme-Etat au 31 décembre 1972 .....	13
3. Fonds d'affectation spéciale - Etat des fonds au 31 décembre 1972	14
4. Budget des services administratifs et des services d'appui au Programme - Dépenses engagées au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1972 .....	20
5. Etat des contributions annoncées au 31 décembre 1972 .....	21
6. Placements et prêts au 31 décembre 1972 .....	25
7. Obligations des gouvernements au titre des dépenses du Programme qui sont à leur charge : situation au 31 décembre 1972 .....	28
8. Obligations des gouvernements au titre de leurs contributions de contrepartie en espèces aux projets : situation au 31 décembre 1972 .....	31
IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	34



LETTRES D'ENVOI

Le 31 mars 1973

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 15.1 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes annuels du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, que j'approuve par la présente. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Chef par intérim du Bureau des services financiers.

Des exemplaires de ces états financiers sont également transmis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Directeur du Programme des Nations Unies  
pour le développement,

(Signé) Rudolph A. PETERSON

Monsieur le Président du Comité  
des commissaires aux comptes  
Organisation des Nations Unies  
New York



Le 22 juin 1973

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joints les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement présentés par le Directeur du Programme pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et certifiés exacts.

Je vous communique en outre le rapport du Comité sur les comptes du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice 1972.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Comité des  
commissaires aux comptes,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

Monsieur le Président de l'Assemblée  
générale des Nations Unies  
New York



I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE  
LE 31 DECEMBRE 1972

1. Le Directeur a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 ainsi que les comptes vérifiés du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 et le rapport du Comité du Commissaire aux comptes. Les comptes comprennent deux états (I et II) certifiés exacts par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que huit tableaux.

2. Cette présentation est conforme à la décision prise par l'Assemblée générale /voir la rubrique "Autres décisions" relativement à la résolution 2196 (XXI)/ d'accepter la recommandation de la Cinquième Commission 1/ et à l'article 15.1 du règlement financier du Programme des Nations Unies pour le développement approuvé par le Conseil d'administration à sa treizième session (DP/2/Rev.1).

3. Des rapports distincts sur la situation financière globale du Programme des Nations Unies pour le développement seront soumis au Conseil d'administration conformément à l'article 15.3 du règlement financier du Programme des Nations Unies pour le développement.

Incidences des nouvelles politiques et procédures financières

4. Le consensus adopté par le Conseil d'administration à sa dixième session et approuvé par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session /voir résolution 2688 (XXV), annexe/ a amené à abandonner la pratique du financement intégral du Programme et à libérer en une fois des ressources substantielles qui avaient été affectées au financement intégral de l'exécution des projets en cours. On a en outre établi des chiffres indicatifs de planification (CIP) pour les différents programmes par pays et programmes multinationaux, sur la base des ressources du PNUD prévues pour la période 1972-1976 à laquelle correspondent les CIP. Des programmes par pays ont été approuvés en 1972 pour 58 pays en voie de développement. Ces programmes définissent, en termes approximatifs, les priorités, l'orientation et l'échelonnement de l'assistance du PNUD pour des périodes de deux à cinq ans.

5. D'autres modifications découlant directement de décisions prises à propos de procédures de caractère opérationnel sont intervenues en 1972; ainsi, les anciens éléments "Fonds spécial" et "Assistance technique" ont été fusionnés, et les méthodes de comptabilisation et de présentation des recettes et des allocations ont été modifiées de manière à présenter les ressources financières conformément à la notion de financement annuel.

6. On trouvera dans les paragraphes ci-après un bref résumé des modifications qui ont été apportées aux comptes et qui ressortent des états financiers pour l'exercice 1972.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/6596.

7. Au 1er janvier 1972, les ressources non allouées se chiffraient à 52,4 millions de dollars; les ajustements ci-après ont été opérés :

a) Un montant de 418,3 millions de dollars correspondant au montant cumulatif des fonds alloués aux organisations au 31 décembre, 1971 pour couvrir le coût, durant les années à venir, de l'exécution de projets en cours a été reversé à la masse du fait de l'abandon de la pratique du financement intégral.

b) Un montant de 13,6 millions de dollars correspondant à des réserves qui étaient précédemment inscrites dans les comptes des organisations au titre des indemnités à verser aux experts lors de la cessation de service a été reversé à la masse. Ces réserves ne sont plus nécessaires dans le cadre des nouveaux arrangements qui sont entrés en vigueur en 1972 et qui prévoient des coûts standards pour les experts, étant donné que ces indemnités sont maintenant incluses dans un coût standard annuel de 30 000 dollars par expert.

c) i) Un montant de 10,2 millions de dollars correspondant à l'excédent des allocations pour frais généraux reçues par les organisations au 31 décembre 1971, a été reversé à la masse, conformément aux arrangements applicables à l'exécution des projets de l'ancien élément Fonds spécial. Les allocations à verser aux organisations au titre des frais généraux ont été recalculées sur la base du taux ou des taux applicables au montant cumulatif des dépenses relatives aux projets au 31 décembre 1971. Les nouveaux calculs ont fait ressortir que la plupart des organisations avaient reçu du PNUD, au titre des frais généraux, un montant total de 10,2 millions de dollars, en sus des allocations auxquelles elles avaient droit. En conséquence, dans les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1972, ce montant est comptabilisé comme "somme à recevoir" des organisations et un montant correspondant est porté au crédit du compte du PNUD.

ii) Des entretiens sont encore en cours avec certaines organisations quant à la base utilisée pour le calcul des allocations auxquelles elles ont droit au titre des frais généraux et à la méthode finale à employer pour rembourser l'excédent perçu. En conséquence, ces organisations n'ont pas comptabilisé cet élément de passif dans leurs comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1972 mais en ont pris note en tant qu'engagements éventuels.

d) Une réserve opérationnelle d'un montant de 150 millions de dollars a été constituée, conformément au paragraphe 29 du consensus.

e) Un montant de 237,5 millions de dollars correspondant aux contributions volontaires annoncées pour 1972 et les exercices suivants, et un montant de 2,2 millions de dollars représentant les contributions de contre-partie en espèces versées par des gouvernements pour 1972 et les exercices suivants, au titre de projets de l'ancien élément Fonds spécial ont été transférés dans les comptes sous la rubrique "recettes comptabilisées d'avance". Cet ajustement a été nécessaire pour refléter la notion de financement annuel du Programme.

8. A sa onzième session, le Conseil d'administration a approuvé un nouveau système pour le calcul des dépenses du Programme (précédemment appelées dépenses locales) qui sont à la charge des gouvernements et ceux-ci sont tenus de payer, à compter du 1er janvier 1972, un pourcentage fixe de 8 p. 100 du montant total de leur chiffre indicatif de planification en tant que contribution aux dépenses du Programme. En 1972, les contributions des gouvernements aux dépenses du Programme, compte tenu de l'ajustement des recettes perçues les années précédentes au titre des dépenses locales, se sont élevées à 8,9 millions de dollars.

9. Une réserve du Programme d'un montant de 9 millions de dollars a été constituée en 1972 conformément à une décision prise par le Conseil d'administration à sa onzième session. En 1972, le montant des allocations prélevées sur la réserve du Programme s'est élevé à 8,2 millions de dollars.

10. Les nouvelles procédures financières qui sont entrées en vigueur en 1972 comprenaient un système de coûts standards en vertu duquel on inclut dans le coût des projets, au titre des experts, un montant annuel standard de 30 000 dollars par expert. En 1972, le coût effectif global des experts a été inférieur de 7,7 millions de dollars au coût standard. Ce montant a été remboursé par les organisations à la fin de l'exercice et sera conservé comme réserve pour compenser au cours des années à venir l'écart entre le coût effectif et le coût standard des experts.

11. Les allocations faites au titre des dépenses de 1972, y compris les frais généraux et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes, se sont chiffrées à 506,6 millions de dollars, soit 49,5 millions de dollars de plus que les ressources disponibles. Ce déficit du Programme est, pour l'essentiel, la conséquence directe du système de programmation fondé sur le financement intégral des projets et est considéré comme provisoire, en attendant l'amélioration prochaine du système de planification et de budgétisation des activités entreprises au titre des programmes. Si l'on considérait les dépenses effectives des organisations, qui sont provisoirement estimées à 274 millions de dollars, au lieu des allocations versées aux organisations pour exécuter les programmes, les résultats définitifs accuseraient un solde excédentaire d'environ 108 millions de dollars pour l'exercice 1972. En vertu des procédures actuelles, les budgets des projets seront révisés en 1973 pour tenir compte des résultats effectifs obtenus dans l'exécution des projets en 1972. En outre, on a institué des procédures de révision qui devraient permettre de verser des allocations plus réalistes pour les activités entreprises chaque année au titre des projets.

Budget des services administratifs et des services d'appui  
au Programme

12. Le projet de budget pour l'exercice 1972 a été présenté au Conseil d'administration à sa treizième session. Le Conseil a approuvé des prévisions de dépenses d'un montant de 33 452 400 dollars et a autorisé le prélèvement d'allocations d'un montant correspondant sur les ressources du PNUD pour couvrir ces dépenses 2/.

---

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-troisième session, Supplément No 2 (E/5092), chap. VIII, par. 225.

13. Comme il ressort du tableau 4, les engagements imputés sur ces ressources (à l'exclusion des dépenses de fonctionnement des bureaux extérieurs qui sont à la charge des gouvernements, soit 3 637 170 dollars) se sont élevées au total à 33 035 859 dollars. Des ressources inutilisées d'un montant de 416 541 dollars ainsi que des recettes diverses d'un montant de 792 243 dollars, soit au total 1 208 784 dollars, ont été reversées au compte du PNUD.

14. Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration lorsqu'il a approuvé le projet de budget initial, à savoir que "le Directeur du Programme ne pourrait effectuer de virements d'un chapitre à l'autre qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration, autorisation qu'il pourrait, au besoin, obtenir en consultant les membres par correspondance", le Directeur a demandé aux membres du Conseil de l'autoriser à virer des crédits d'un montant de 183 600 dollars du chapitre premier (Traitements et salaires) au chapitre 2 /Dépenses communes de personnel (83 100 dollars)/; au chapitre 3 /Frais de voyage et de transport (8 400 dollars)/; et au chapitre 5 /Frais généraux (92 100 dollars)/. La demande du Directeur a été approuvée par le Conseil à sa quatorzième session 3/.

Le PNUD en tant qu'organisation chargée de l'exécution  
de ses propres projets

15. L'état II indique qu'en 1972 le Programme des Nations Unies pour le développement, en tant qu'organisation chargée de l'exécution de ses propres projets, avait à sa disposition des ressources d'un montant de 7 641 540 dollars qui comprenaient le solde inutilisé de 1971 reporté sur 1972 (565 862 dollars), plus la réserve pour engagements prévisionnels non réglés au 31 décembre 1971, reversée à la masse au 1er janvier 1973 (971 241 dollars), moins des recettes accessoires de 1971 reversées en 1972 au Fonds central du PNUD (67 dollars), plus les allocations reçues en 1972 (6 104 504 dollars).

16. Des dépenses d'un montant de 2 177 720 dollars ont été imputées sur ces ressources, ce qui a laissé un solde d'allocations inutilisées de 5 463 820 dollars, se décomposant comme suit : 1 081 934 dollars pour l'exercice considéré et les exercices antérieurs et 4 381 886 dollars pour les exercices suivants.

Fonds d'affectation spéciale

17. Comme il ressort du tableau 3, les ressources dont le PNUD disposait en 1972 en vertu d'accords relatifs à des fonds d'affectation spéciale s'élevaient à 1 657 513 dollars, dont 381 501 dollars représentaient le solde reporté de 1971 et 1 276 012 dollars le montant reçu en 1972.

18. Les engagements se sont élevés à 827 177 dollars, ce qui a laissé un solde inutilisé de 830 336 dollars.

---

3/ Ibid., Supplément No 2A (E/5185/Rev.1), par. 311.

## II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés de I à V et dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1972.

Le Vérificateur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. I. OSMANY

L'Auditeur général du Canada par intérim,

(Signé) G. R. LONG

22 juin 1973

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1972

Etat des recettes et des allocations au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 31 décembre 1971			102 987 156
A ajouter : Ajustements des ressources non allouées			52 453 379
Solde ajusté au 1er janvier 1972 (tableau I)			<u>155 440 535</u>
Contributions annoncées pour l'exercice en cours et pour des exercices à venir et ajustement des contributions annoncées pour des exercices précédents	591 323 813		
Contributions supplémentaires annoncées pour permettre des efforts supplémentaires en faveur des pays les moins développés	<u>5 844 697</u>	597 168 510	
<u>A déduire</u> : Contributions annoncées pour des exercices à venir		<u>324 872 086</u>	
		272 296 424	
<u>A déduire</u> : Ajustements de change sur les contributions reçues		<u>506 226</u>	271 790 198
Obligations des gouvernements au titre de leur part des dépenses relatives aux programmes et ajustements des recettes des exercices précédents		8 880 370	
<u>A ajouter</u> : Ajustements de change sur les contributions reçues au titre des dépenses relatives aux programmes		<u>5 604</u>	8 885 974
Obligations des gouvernements au titre des contributions de contrepartie en espèces pour l'exécution de projets et ajustements des obligations pour des exercices précédents		6 634 979	
<u>A déduire</u> : Obligations des gouvernements pour des exercices à venir		<u>2 908 745</u>	
		3 726 234	
<u>A ajouter</u> : Ajustements de change sur les contributions de contrepartie en espèces reçues des gouvernements		<u>2 491</u>	3 728 725
Contributions reçues des gouvernements au titre des dépenses de fonctionnement des bureaux extérieurs du PNUD			3 637 170
Dons			8 251
Recettes accessoires :			
Intérêts échus			6 100 683
Recettes provenant de la réévaluation des devises			5 060 049
Ajustements de change au titre des opérations			329 815
Divers			1 161 565
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices précédents, recettes accessoires et ajustements de change (net) reversés par les organisations participantes et chargées de l'exécution			<u>950 522</u>
			<u>457 093 487</u>

ETAT I (suite)

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>A déduire</u> : Allocations imputées sur les chiffres indicatifs de planification	796 907 894		
Moins : Allocations faites pour des exercices à venir	<u>377 301 774</u>		
Allocations pour 1972 imputées sur les chiffres indicatifs de planification		419 606 120	
Allocations faites aux organisations au titre des frais généraux de 1972		35 931 700	
Allocations pour 1972 prélevées sur la réserve du programme (tableau 2)		8 248 694	
Allocations faites au titre des contributions de contrepartie en espèces	12 469 491		
Moins : Allocations faites pour des exercices à venir	<u>6 292 542</u>		
Allocations faites au titre des contributions de contrepartie en espèces pour 1972		6 176 949	
Dépenses de fonctionnement des bureaux extérieurs du PNUD à la charge des gouvernements		3 637 170	
Engagements au titre de l'appui aux programmes du PNUD et des dépenses d'administration (tableau 4)		<u>33 035 859</u>	506 636 492
			<u>(49 543 005)</u>
<u>Ce solde se décompose comme suit</u> :			
Encaisse et disponible en banque ou en transit			69 608 090
Billets publics non porteurs d'intérêts et non négociables, convertibles à vue			15 874 357
Lettres de crédit publiques, convertibles à vue			26 500 000
Placements et prêts (tableau 6)			68 954 714
Intérêts échus des placements			1 404 529
Contributions annoncées mais non reçues au 31 décembre 1872 (tableau 5)			343 965 438
A recevoir des gouvernements au titre de leurs contributions aux dépenses relatives aux programmes (tableau 7)			10 147 748
A recevoir des gouvernements au titre des contributions de contrepartie en espèces pour l'exécution de projets (tableau 8)			7 707 192
Sommes à recevoir, paiements effectués d'avance et soldes débiteurs divers			<u>12 966 054</u>
			557 128 122

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
	1 718 999 477		
	<u>383 594 316</u>		
	1 335 405 161		
	<u>35 931 700</u>		
	1 371 336 861		
	<u>1 260 296 111</u>	111 040 750	
	324 872 086		
	<u>2 908 745</u>	327 780 831	
		830 336	
		7 860 124	
		1 448 223	
		7 710 863	
		<u>150 000 000</u>	606 671 127
			<u>(49 543 005)</u>

A déduire :

Solde inutilisé des allocations :

Allocations aux organisations participantes et chargées de l'exécution pour l'exécution de projets

Moins : Allocations faites pour des exercices à venir

Allocations aux organisations participantes et chargées de l'exécution au titre des frais généraux

Moins : Sommes versées aux organisations participantes et chargées de l'exécution

Recettes comptabilisées d'avance :

Contributions annoncées pour des exercices à venir

Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements pour des exercices à venir

Solde inutilisé des fonds d'affectation spéciale (tableau 3)

Sommes à payer et soldes créditeurs divers

Réserve pour engagements non réglés - appui aux programmes du PNUD et dépenses d'administration (tableau 4)

Compte d'écarts (coût des experts)

Réserve opérationnelle

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau  
des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

Le Programme des Nations Unies pour le développement en tant qu'organisation chargée de  
l'exécution de ses propres projets

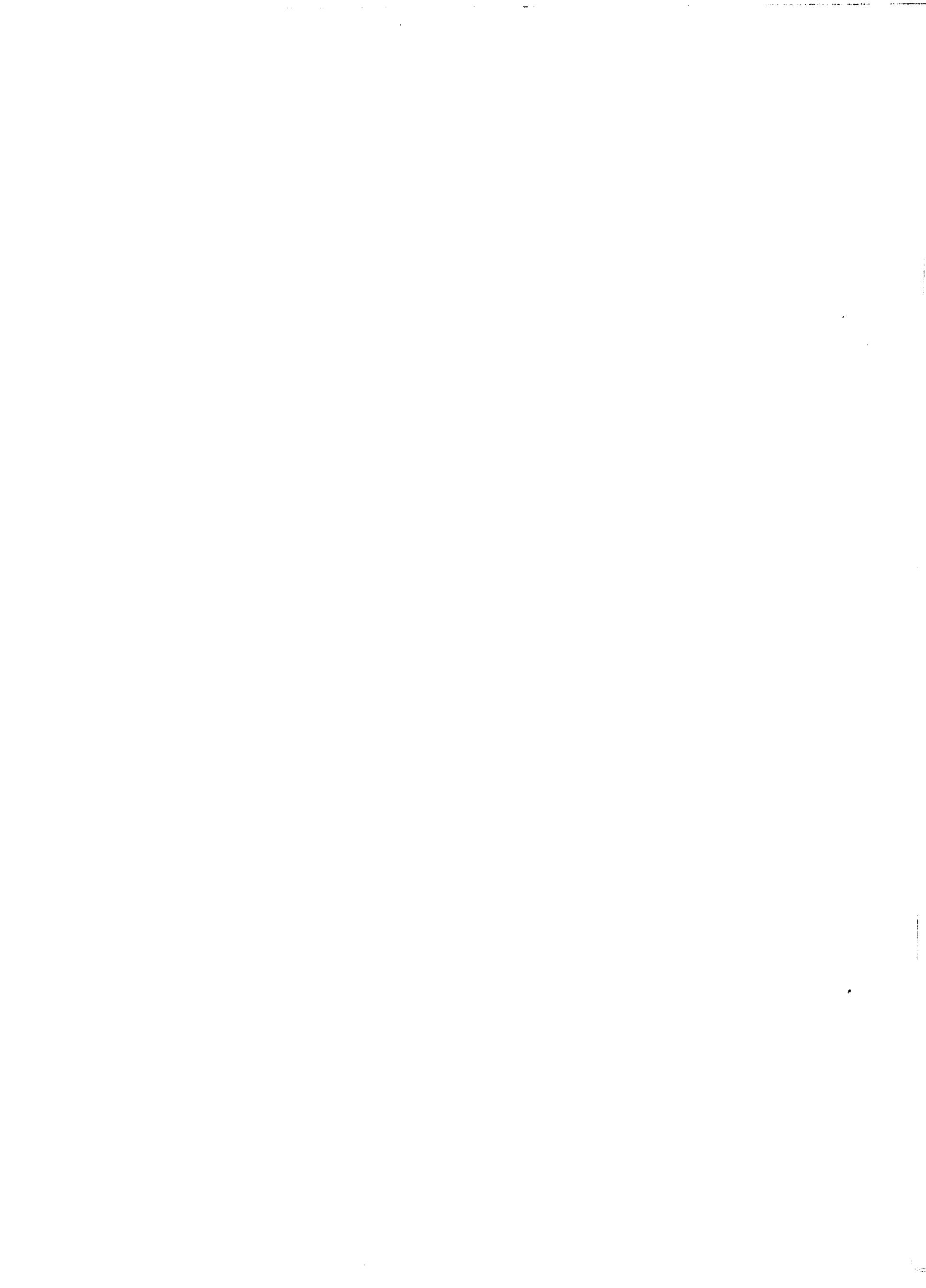
Etat des fonds au 31 décembre 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 31 décembre 1971		565 862
<u>A ajouter</u> : Retour à la masse des engagements prévisionnels non réglés au 31 décembre 1971		<u>971 241</u>
		1 537 103
<u>A déduire</u> : Reversement de recettes accessoires de l'exercice précédent		<u>67</u>
Solde ajusté au 1er janvier 1972		1 537 036
<u>A ajouter</u> : Fonds alloués en 1972		<u>6 104 504</u>
		7 641 540
Dépenses effectuées en 1972		<u>2 177 720</u>
Solde inutilisé des allocations		
Allocations faites pour l'exercice en cours et pour des exercices précédents	1 081 934	
Allocations faites pour des exercices à venir	<u>4 381 886</u>	
Solde au 31 décembre 1972		<u>5 463 820</u>
Ce solde se décompose comme suit :		
Allocations inutilisées		<u>5 463 820</u>

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du  
Bureau des services financiers

(Signé) W. H. ZIEHL



TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES

Tableau 1

Solde ajusté des ressources non allouées au 1er janvier 1972

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Solde au 31 décembre 1971		102 987 156
<u>Ajustements des ressources inutilisées :</u>		
<u>A ajouter</u> : Retour à la masse des allocations faites au 31 décembre 1971 pour des exercices à venir	418 312 552	
Retour à la masse des montants mis en réserve par les organisations chargées de l'exécution au titre des indemnités à verser aux experts à la cessation de service	13 626 443	
Retour à la masse de l'excédent des allocations pour frais généraux perçus par les organisations chargées de l'exécution au 31 décembre 1971 au titre de l'ancien élément Fonds spécial	10 245 091	
<u>A déduire</u> : Virement à la réserve opérationnelle	(150 000 000)	
Virement à la rubrique "Recettes comptabilisées d'avance" d recettes d'exercices à venir comptabilisées au 31 décembre 1971 :		
Au titre des contributions volontaires annoncées	(237 496 855)	
Au titre des contributions de contrepartie en espèces pour des projets de l'ancien élément Fonds spécial	(2 233 852)	
Solde ajusté des ressources non allouées	155 440 535	52 453 379

Tableau 2

Allocations faites aux organisations participantes et chargées de l'exécution par prélèvement sur la réserve du Programme-Etat au 31 décembre 1972

<u>Organisation</u>	<u>Services industriels spéciaux</u>	<u>Etudes de faisabilité d'investissements</u>	<u>Projets relatifs aux catastrophes naturelles</u>	<u>Missions de programmation, bourses de perfectionnement et divers</u>	<u>Total</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Organisation des Nations Unies	45 000	-	1 393 985	8 408	1 447 393
Organisation internationale du Travail	16 250	-	56 160	-	72 410
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	122 500	85 612	354 620	64 975	627 707
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	-	120 500	-	-	120 500
Organisation mondiale de la santé	-	-	14 800	20 807	35 607
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	-	1 111 198	323 720	-	1 434 918
Organisation de l'aviation civile internationale	-	27 200	-	-	27 200
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	3 976 904	-	-	49 488	4 026 392
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	25 000	-	-	-	25 000
Programme des Nations Unies pour le développement	9 300	-	-	422 267	431 567
	<u>4 194 954</u>	<u>1 344 510</u>	<u>2 143 285</u>	<u>565 945</u>	<u>8 248 694</u>

Tableau 3

Fonds d'affectation spéciale

Etat des fonds au 31 décembre 1972

Origine des fonds	Objet	Etat des fonds au 31 décembre 1972		Engagements		Solde inutilisé au 31 décembre 1972	
		Solde inutilisé au 1er janvier 1972	Total disponible en 1972	Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972		Dollars
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
<b>1. Gouvernements</b>							
Administrateurs adjoints affectés aux bureaux du FNUD dans les pays suivants :							
Belgique	Algérie	-	5 170	10 987	513	11 500	
	Cameroun	-	-	1 896	900	2 796	
	Congo	1 887	11 455	10 960	-	10 960	
	Dahomey	-	14 877	14 792	440	15 232	
	Gabon	-	2 546	6 173	305	6 478	
	Kenya	5 493	6 896	10 282	-	10 282	
	Mali	5 890	7 555	12 690	100	12 790	
	Mauritanie	159	-	2 844	427	3 271	
	Niger	1 629	10 792	10 489	-	10 489	
	Pérou	2 452	-	10 272	2 853	13 125	
	République khmère	-	14 327	13 715	298	298	
	Sénégal	-	-	718	323	14 038	
	Tchad	-	-	-	402	402	
	Thaïlande	-	-	10 212	1 005	1 723	
	Divers	-	-	121 255	305	10 517	
			121 255	212 383	116 030	7 871	123 901
	Canada	Ethiopie	-	-	7 807	-	7 807
Ghana		-	-	685	1 300	1 985	
Guyane		-	465	-	-	465	
Kenya		-	-	5 668	940	6 608	
Laos		-	1 253	1 250	-	3	
Malaisie		-	-	14 542	217	14 759	
Nigéria		-	-	7 343	-	7 343	
République-Unie de Tanzanie		-	-	9 702	-	9 702	
Zaire		-	-	18 566	600	19 166	
Divers		33 456	-	456	-	33 000	
			33 456	35 174	66 019	3 057	69 076
Finlande		Danemark	10 854	-	9 088	241	1 525
	Nigéria	12 505	12 248	30 829	1 331	7 407	
	République-Unie de Tanzanie	15 772	16 317	14 936	300	16 853	
	Turquie	13 552	12 978	9 859	264	16 407	
	Zambie	12 516	10 525	14 143	250	8 648	
		65 199	52 068	78 855	2 386	36 026	



Tableau 3 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde in-	Engagements			Solde in-	
		utilisé au 1er janvier 1972	Montants reçus	Total disponible en 1972	Réglés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1972	utilisé au 31 décembre 1972
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
2. <u>Organisation des Nations Unies</u>	Fonds des Nations Unies pour les acti- vités en matière de population	Barbade	-	8 930	-	-	8 930
		Botswana	-	-	1 053	-	1 053
		Chili	-	20 500	1 249	1 060	18 191
		Egypte	-	20 800	22 649	-	(1 849)
		El Salvador	-	8 950	5 182	910	2 858
		Ghana	-	-	20	-	(20)
		Inde	-	5 000	-	-	5 000
		Indonésie	-	22 000	15 651	-	6 349
		Iran	4 424	2 950	10 312	480	(3 418)
		Jamaïque	-	60 000	-	-	60 000
		Kenya	-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	(7 169)
			-	60 000	-	-	60 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	5 000	-	-	5 000
			-	298 400	-	-	298 400
			-	37 210	44 218	161	

Malaisie	Bourses de perfectionnement pour le Colloque annuel sur la planification de la famille - Université de Chicago	-	5 700	5 700	4 065	-	4 065	1 635
Mexique	Coordonnateur du Fonds	-	15 000	15 000	144	130	274	14 726
Nigeria	Analyses démographiques et étude sur le comportement de la population Yoruba vis-à-vis de la famille	836	-	836	-	-	-	836
	Mission du Fonds en vue de l'élaboration du programme de planification de la famille du Centre de Sokoto (Etat du nord-ouest)	-	3 000	3 000	1 426	-	1 426	1 574
Pakistan	Assistance au gouvernement pour son programme de planification de la famille	13 129	18 000	31 129	31 529	3 135	34 664	(3 535)
Philippines	Groupe d'évaluation et de recherche (Commission de la population)	12 733	-	12 733	196	1 700	1 896	10 837
	Groupe de la programmation, de l'évaluation et de la recherche (Commission de la population)	241	-	241	1 691	-	1 691	(1 450)
	Assistance à la Commission de la population : Groupe de la programmation, de l'évaluation et de la recherche	1 450	8 194	9 644	1 550	-	1 550	8 094
	Signature de l'Accord avec les pays	-	2 000	2 000	1 195	-	1 195	805
	Appui administratif fourni au Fonds	-	17 600	17 600	11 443	2 431	13 874	3 726
	Programme du Fonds concernant les Philippines	-	23 263	23 263	-	-	-	23 263
République de Corée	Coordonnateur du Fonds	-	5 000	5 000	-	-	-	5 000
	Economiste spécialisé des questions de population	-	8 000	8 000	-	-	-	8 000
République Dominicaine	Elaboration d'un projet relatif à la planification de la famille	-	9 500	9 500	6 608	2 634	9 242	258
Sénégal	Coordonnateur du Fonds	-	5 000	5 000	-	-	-	5 000
Sri Lanka	Coordonnateur du Fonds	-	5 000	5 000	-	-	-	5 000

Tableau 3 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inu- tilisé au 1er janvier 1972 Dollars	Montants reçus Dollars	Total disponible en 1972 Dollars	Engagements		Solde inu- tilisé au 31 décembre 1972 Dollars
					Réglés par décaissements Dollars	Non réglés au 31 décembre 1972 Dollars	
2. Organisation des Nations Unies (suite)	Thaïlande,	-	80 788	80 788	4 615	-	76 173
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (suite)		-	7 382	7 382	2 794	-	4 588
	Tunisie	-	38 503	38 503	-	-	38 503
	PNUD	-	-	-	775	-	(775)
	Activités préalables à l'exécution du projet relatif à la campagne intégrée d'information en faveur de la planification de la famille et du développement	1 500	-	1 500	-	-	1 500
	Coût estimatif des services consultatifs fournis au Fonds	37 431	-	37 431	-	-	37 431
	Coordonnateur du Fonds	7 652	-	7 652	-	240	7 412
	Coordonnateur du Fonds	31 792	-	31 792	26 063	1 512	4 217
	Mise au point du rapport sur les aspects des problèmes relatifs à la population mondiale inté- ressant la fécondité	18 500	-	18 500	13 908	4 592	-
	Organisation et administration de programmes de planification de la famille	-	-	-	23 785	129	(23 914)
	Réunion du Groupe d'experts de la production de produits anti- conceptionnels dans les pays en voie de développement	-	79 600	79 600	49 119	2 065	28 416
	Législation et population	-	-	-	-	-	-
	Etude préliminaire du système d'information du Fonds pour la prise de décisions	-	-	-	-	-	-
	Diffusion de renseignements démo- graphiques au moyen du bulletin "Depth" de Press Foundation of Asia	-	-	-	-	-	-
	Colloque sur les questions pratiques de gestion des programmes de planification de la famille	-	-	-	-	-	-
	Evaluation et préparation de propo- sitions (pour l'Asie) relatives à la stratégie et à la méthodologie à adopter pour les activités d'information visant à appuyer les activités de planification de la famille du Fonds dans la région de la CEAEO	-	7 846	7 846	-	-	7 846
	Consultant pour les projets concer- nant la législation et la population	-	10 600	10 600	-	-	10 600
	Année mondiale de la population/ Fonds : réunion d'information	-	7 200	7 200	2 350	-	4 850
	Liste d'experts spécialistes des questions de population	-	18 500	18 500	-	-	18 500

Groupe spécial du Fonds pour l'Année mondiale de la population	-	123 031	123 031	33 785	3 897	37 682	85 349
Traitement des données pouvant être fournies aisément par le système d'information du Fonds	-	540	540	540	-	540	-
Réunion de coordination d'organisations non gouvernementales de l'Afrique francophone	-	1 500	1 500	1 553	-	1 553	(53)
	151 731	997 022	1 148 753	320 857	25 076	345 933	802 820

3. Divers  
Volontaires (administrateurs adjoints) affectés aux bureaux du PNUD dans les pays suivants :

Association de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour les Nations Unies	-	-	-	333	-	333	(333)
Afghanistan	-	-	-	328	-	328	(328)
Argentine	-	-	-	470	-	470	(470)
Bolivie	-	-	-	501	-	501	(501)
Botswana	-	-	-	648	-	648	(648)
El Salvador	-	-	-	34	-	34	(34)
Grèce	-	-	-	417	-	417	(417)
Haïti	-	-	-	357	-	357	(357)
Kenya	-	-	-	462	-	462	(462)
Maroc	-	-	-	500	-	500	(500)
Népal	-	-	-	744	-	744	(744)
Ouganda	-	-	-	170	-	170	(170)
Pakistan	-	-	-	500	-	500	(500)
Paraguay	-	-	-	139	-	139	(139)
République-Unie de Tanzanie	-	-	-	496	-	496	(496)
Sierra Leone	-	-	-	500	-	500	(500)
Somalie	-	-	-	341	-	341	(341)
Soudan	-	-	-	349	-	349	(349)
Tchad	-	-	-	458	-	458	(458)
Togo	-	-	-	500	-	500	(500)
Tunisie	-	-	-	(365)	-	(365)	-
Divers	(7 792)	7 427	(365)	7 882	-	7 882	(8 247)
	(7 792)	7 427	(365)	7 882	-	7 882	(8 247)
Friends Service Council	(967)	-	(967)	473	-	473	(1 440)
Iran	(8 759)	7 427	(1 332)	8 355	-	8 355	(9 687)
Total partiel	381 501	1 276 012	1 657 513	773 759	53 418	827 177	830 336
TOTAL							





Tableau 5 (suite)

	Contributions annoncées pour 1973				Contributions annoncées pour 1974-1976				Composition du solde à recevoir						
	Solde à recevoir au 31 décembre 1971		Suppléments et ajustements		Monnaie locale		Equivalent en dollars des Etats-Unis		Monnaie locale		Equivalent en dollars des Etats-Unis		Solde à recevoir		
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Equivalents en dollars des Etats-Unis	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Gambie	3 120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 120	-	-	-
Ghana (équivalent en dollars E.U.)	260 000	250 000	-	-	-	250 000	-	-	-	510 000	-	250 000	-	250 000	-
Grèce (équivalent en dollars E.U.)	400 000	-	-	-	-	400 000	-	-	-	400 000	-	400 000	-	400 000	-
Guatemala	27 000	-	-	-	-	-	-	-	-	27 000	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	21 715	(19 543)	-	-	-	-	-	-	-	2 172	-	-	-	-	-
Guyane (équivalent en dollars E.U.)	108 247	(3 247)	-	-	-	122 850	-	-	-	105 000	-	122 850	-	122 850	-
Haïti (dollars E.U.)	-	1 000	-	-	-	2 000	-	-	-	3 000	-	3 000	-	2 000	-
Haute-Volta (dollars E.U.)	5 000	-	-	-	-	5 000	-	-	-	5 000	-	5 000	-	5 000	-
Honduras	16 000	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000	-	3 000	-	-	-
Hongrie (forints)	116 667	10 007	-	-	-	144 770	-	-	-	126 674	-	144 770	-	144 770	-
Iles Cook (Nouvelle-Zélande)	575	21	-	-	-	-	-	-	-	596	-	596	-	-	-
Inde (équivalent en dollars E.U.)	3 750 000	-	-	-	-	3 750 000	-	-	-	3 750 000	-	3 750 000	-	3 750 000	-
Indonésie (dollars E.U.)	120 000	-	-	-	-	130 000	-	-	-	120 000	-	130 000	-	130 000	-
Irak (dollars E.U.)	960 000	-	-	-	-	300 000	-	-	-	758 407	-	501 593	-	300 000	-
Iran (dollars E.U.)	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	-	-	-	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	-
Irlande (dollars E.U.)	25 000	285 000	-	-	-	380 000	-	-	-	310 000	-	380 000	-	380 000	-
Islande (couronnes islandaises)	45 455	-	-	-	-	45 657	-	-	-	45 455	-	45 657	-	45 657	-
Israël (équivalent en dollars E.U.)	225 143	-	-	-	-	242 000	-	-	-	152 384	-	314 759	-	242 000	-
Italie (dollars E.U.)	10 500 000	500 000	-	-	-	5 000 000	-	-	-	100 000	-	16 000 000	-	5 000 000	-
Jamaïque (dollars E.U.)	100 000	-	-	-	-	100 000	-	-	-	100 000	-	100 000	-	100 000	-
Japan	8 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	8 000 000	-	-	-	-	-
Jordanie	54 102	-	-	-	-	-	-	-	-	54 102	-	-	-	-	-
Kenya (shillings kenyens)	90 000	-	-	-	-	90 036	-	-	-	70 631	-	109 405	-	90 036	-
Koweït (dollars E.U.)	350 000	-	-	-	-	350 000	-	-	-	350 000	-	350 000	-	350 000	-
Laos (dollars E.U.)	13 333	-	-	-	-	15 000	-	-	-	13 333	-	15 000	-	15 000	-
Lesotho (dollars E.U.)	10 000	-	-	-	-	12 000	-	-	-	22 000	-	-	-	-	-
Liban (livres libanaises)	123 006	4 437	-	-	-	127 443	-	-	-	127 443	-	127 443	-	127 443	-
Libéria (dollars E.U.)	203 850	-	-	-	-	80 600	-	-	-	150 000	-	133 850	-	80 000	-
Luxembourg (francs luxembourgeois)	45 384	-	-	-	-	54 545	-	-	-	45 455	-	54 545	-	54 545	-
Madagascar (francs malgaches)	24 490	2 527	-	-	-	28 233	-	-	-	27 017	-	28 233	-	28 233	-
Malaisie (dollars E.U.)	100 000	-	-	-	-	100 000	-	-	-	100 000	-	100 000	-	100 000	-
Malawi (dollars E.U.)	10 000	-	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	20 000	-	10 000	-
Maldives (dollars E.U.)	1 000	-	-	-	-	1 250	-	-	-	1 000	-	1 250	-	1 250	-
Mali (francs maliens)	202 387	21 164	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	233 551	-	10 000	-
Malte (livres maltaises)	8 400	948	-	-	-	8 861	-	-	-	9 348	-	8 861	-	8 861	-
Maroc (dirhams)	255 288	19 236	-	-	-	268 240	-	-	-	268 240	-	274 524	-	268 240	-
Maurice (dollars E.U.)	360	547	-	-	-	3 500	-	-	-	547	-	3 860	-	3 500	-
Mauritanie (dollars E.U.)	561	26 403	-	-	-	2 000	-	-	-	26 403	-	5 561	-	2 000	-
Mexique	500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	500 000	-	-	-	-	-
Monaco (francs français)	4 253	66	-	-	-	4 396	-	-	-	4 319	-	4 396	-	4 396	-
Mongolie (équivalent en dollars E.U.)	37 000	1 130	-	-	-	13 000	-	-	-	24 000	-	27 130	-	13 000	-
Népal (équivalent dollars E.U.)	43 000	-	-	-	-	26 000	-	-	-	43 000	-	26 000	-	26 000	-
Nicaragua (dollars E.U.)	112 000	7 000	-	-	-	35 000	-	-	-	-	-	154 000	-	35 000	-
Niger (francs CFA)	25 180	2 598	-	-	-	14 000	-	-	-	27 778	-	14 000	-	14 000	-
Nigéria (livres nigérianes)	280 017	12 005	-	-	-	152 022	-	-	-	152 022	-	292 022	-	152 022	-
Norvège (couronnes norvégiennes)	9 970 803	361 114	-	-	-	8 939 394	-	-	-	10 331 917	-	8 939 394	-	8 939 394	-
Nouvelle-Zélande (dollars néo-zélandais)	747 986	26 192	-	-	-	800 000	-	-	-	774 178	-	952 835	-	952 835	-
Oman (dollars E.U.)	50 000	-	-	-	-	40 000	-	-	-	50 000	-	40 000	-	40 000	-
Ouganda (shillings ougandais)	31 512	-	-	-	-	200 000	-	-	-	31 512	-	28 011	-	28 011	-

Tableau 5 (suite)

	Contributions annoncées pour 1973			Contributions annoncées pour 1974-1976			Composition du solde à recevoir				
	Solde à recevoir au 31 décembre 1971	Suppléments et ajustements	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Total	Pour 1972 et les exercices antérieurs		Pour 1973 et 1974-1976	
								Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Pakistan (roupies pakistanaises)	1 067 000	-	5 081 000	461 909	-	-	1 528 909	461 914	1 066 995	461 909	-
Panama (balboas)	115 000	-	135 000	135 000	-	-	250 000	115 000	135 000	135 000	-
Paraguay (dollars E.U.)	6 048	-	-	10 000	-	-	16 048	-	16 048	10 000	-
Pays-Bas (florins)	13 253 012	496 988	49 000 000	15 123 457	-	-	28 873 457	13 750 000	15 123 457	15 123 457	-
Pérou (dollars E.U.)	479 840	-	-	250 000	-	-	729 840	175 000	554 840	304 840	-
Philippines (dollars E.U.)	500 000	-	-	500 000	-	-	1 000 000	-	1 000 000	500 000	-
Pologne (zlotys)	579 600	50 400	14 605 920	661 500	-	-	1 291 500	630 000	661 500	661 500	-
Qatar (dollars E.U.)	200 000	-	-	200 000	-	-	400 000	200 000	200 000	200 000	-
République arabe libyenne (dollars E.U.)	310 000	300 000	-	315 000	-	-	925 000	610 000	315 000	315 000	-
République arabe syrienne	26 178	26 178	-	-	-	-	52 356	-	52 356	-	-
République centrafricaine (francs CFA)	4 317	483	1 300 000	5 200	-	-	10 000	4 800	5 200	5 200	-
République de Corée (équivalent en dollars E.U.)	220 000	-	-	230 000	-	-	450 000	220 000	230 000	230 000	-
République Dominicaine (dollars E.U.)	22 000	-	-	18 000	-	-	40 000	22 000	18 000	18 000	-
République du Viet-Nam (dollars E.U.)	22 000	-	-	22 000	-	-	44 000	22 000	22 000	22 000	-
République khmère	21 622	-	1 200 000	21 622	-	-	43 244	21 622	21 622	21 622	-
République socialiste soviétique de Biélorussie (roubles)	150 000	14 034	135 000	164 634	-	-	328 668	164 034	164 034	164 034	-
République socialiste soviétique d'Ukraine (roubles)	375 000	32 117	337 500	411 585	-	-	818 702	407 117	411 585	411 585	-
République-Unie de Tanzanie (shillings tanzaniens)	84 034	-	600 000	84 034	-	-	168 068	84 034	84 034	84 034	-
Roumanie (lei)	38 500	1 885	1 398 000	252 803	-	-	293 188	85 921	207 267	207 267	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (livres)	19 801 980	125 218	8 000 000	18 779 343	-	-	38 706 541	19 927 198	18 779 343	18 779 343	-
Rwanda (dollars E.U.)	7 320	-	-	8 418	-	-	15 738	7 320	8 418	8 418	-
Saint-Siège (dollars E.U.)	5 000	-	-	2 000	-	-	7 000	5 000	2 000	2 000	-
Samoa-Occidental	1 440	484	-	-	-	-	1 924	1 924	-	-	-
Sénégal (dollars E.U.)	244 065	4 935	-	75 000	-	-	324 000	70 000	254 000	179 000	-
Sierra Leone (dollars E.U.)	125 000	-	-	75 000	-	-	200 000	-	200 000	125 000	-
Singapour (dollars E.U.)	100 000	-	-	100 000	-	-	200 000	100 000	100 000	100 000	-
Somalie (shillings)	4 020	121	28 700	4 141	-	-	8 282	441	441	441	-
Souzaïland (pounds)	5 601	(601)	4 800	6 000	-	-	11 000	-	11 000	5 000	-
Soudan (équivalent en dollars E.-U.)	500 000	-	-	170 000	-	-	670 000	170 000	500 000	330 000	-
Sri Lanka (équivalent en dollars E.U.)	180 000	-	-	180 000	-	-	360 000	180 000	180 000	180 000	-
Suède (dollars E.U.)	26 000 000	-	-	29 000 000	-	-	87 000 000	26 000 000	61 000 000	29 000 000	-
Suisse (dollars E.U.)	4 250 000	-	-	5 000 000	-	-	20 750 000	4 250 000	16 500 000	5 000 000	-
Tchad	4 000	-	-	-	-	-	4 000	-	4 000	4 000	-
Tchécoslovaquie (couronnes tchécoslovaques)	761 773	-	6 000 000	917 431	-	-	1 679 204	761 773	917 431	917 431	-

Tableau 5 (suite)

	Contributions annoncées pour 1973				Contributions annoncées pour 1974-1976				Composition du solde à recevoir					
	Solde à recevoir au 31 décembre 1971		Contributions annoncées pour 1973		Contributions annoncées pour 1974-1976		Contributions annoncées pour 1974-1976		Pour 1972 et les exercices antérieurs		Pour 1973		Pour 1974-1976	
	Dollars	Dollars	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Malaisie (dollars E.U.)	711 000	-	-	355 500	-	-	1 066 500	355 500	711 000	355 500	355 500	-	-	
Togo (francs CFA)	6 000	1 700 000	-	6 800	-	-	13 419	6 619	6 800	-	6 800	-	-	
Trinité-et-Tobago (dollars E.U.)	92 783	-	-	90 000	-	-	180 000	90 000	90 000	-	90 000	-	-	
Tunisie (dollars E.U.)	180 000	-	-	180 000	-	-	360 000	180 000	180 000	-	180 000	-	-	
Turquie (équivalent en dollars E.U.)	1 264 888	-	-	729 300	-	-	1 994 188	1 264 888	729 300	-	729 300	-	-	
Union des Républiques socialistes soviétiques (roubles)	3 000 000	2 700 000	-	3 292 683	-	-	6 549 619	3 256 936	3 292 683	-	3 292 683	-	-	
Uruguay (dollars E.U.)	300 250	-	-	188 500	-	-	488 750	34 500	454 250	-	188 500	-	-	
Venezuela (bolivars)	1 790 000	4 048 000	-	920 000	-	-	2 710 000	517 242	2 192 758	-	920 000	-	-	
Yémen (dollars E.U.)	6 300	-	-	2 300	-	-	8 600	2 300	6 300	-	2 300	-	-	
Yémen démocratique (dollars E.U.)	3 300	-	-	2 000	-	-	5 300	-	5 300	-	2 000	-	-	
Yougoslavie (équivalent en dollars E.U.)	908 589	-	-	1 017 620	-	-	1 926 209	812 106	1 114 103	-	1 017 620	-	-	
Zaire (dollars E.U.)	200 000	200 000	-	250 000	-	-	650 000	200 000	450 000	-	250 000	-	-	
Zambie (équivalent en dollars E.U.)	113 469	-	-	109 060	-	-	222 529	109 000	113 529	-	109 060	-	-	
Divers	40 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total partiel</b>	<b>195 971 019</b>	<b>91 043 551</b>	<b>-</b>	<b>193 191 999</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>125 835 390 606 041 959</b>	<b>267 921 217</b>	<b>338 120 742</b>	<b>19 790 019</b>	<b>192 495 333</b>	<b>125 835 390</b>	<b>-</b>	
<b>Contributions annoncées pour les pays en voie de développement, les moins avancés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 500 000</b>	<b>284 091</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>284 091</b>	<b>-</b>	<b>284 091</b>	<b>-</b>	<b>284 091</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Belgique (francs belges)	-	-	-	500 000	-	-	500 000	-	500 000	-	500 000	-	-	
Canada (dollars E.U.)	-	-	7 000 000	1 060 606	-	-	1 060 606	-	1 060 606	-	1 060 606	-	-	
Norvège (couronnes norvégiennes)	-	-	-	3 000 000	-	-	3 000 000	-	3 000 000	-	3 000 000	-	-	
Suède (dollars E.U.)	-	-	-	1 000 000	-	-	1 000 000	-	1 000 000	-	1 000 000	-	-	
Suisse (dollars E.U.)	-	-	-	5 844 697	-	-	5 844 697	-	5 844 697	-	5 844 697	-	-	
<b>Total partiel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 500 000</b>	<b>5 844 697</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 844 697</b>	<b>-</b>	<b>5 844 697</b>	<b>-</b>	<b>5 844 697</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Total des contributions annoncées</b>	<b>195 971 019</b>	<b>91 043 551</b>	<b>12 500 000</b>	<b>199 036 696</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>125 835 390 611 886 656</b>	<b>267 921 217</b>	<b>343 965 439</b>	<b>19 790 019</b>	<b>198 340 030</b>	<b>125 835 390</b>	<b>-</b>	

Tableau 6

Placements et prêts au 31 décembre 1972

	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Echéance</u>	<u>Montant Dollars</u>
Bank of America, Londres, compte de dépôt à terme .....	3 1/4	5 janv. 1973	129 310
Bank of America, Londres, compte de dépôt à terme .....	6 1/16	5 janv. 1973	215 517
European American Banking Corp., compte de dépôt à terme .....	6 1/2	10 janv. 1973	9 894 737
Banque Worms et Cie, compte de dépôt à terme .....	5 1/8	15 janv. 1973	500 000
Berliner Handels Gesellschaft, compte de dépôt à terme .....	7 1/2	15 janv. 1973	1 572 327
Gouvernement irakien, prêt .....	6	15 janv. 1973	218 036
Gouvernement ivoirien, prêt .....	6 1/4	15 janv. 1973	107 899
Gouvernement jamaïquain, prêt .....	6	15 janv. 1973	122 792
Gouvernement de la Trinité-et-Tobago, prêt .....	5 3/4	15 janv. 1973	485 700
Gouvernement zambien, prêt .....	6	15 janv. 1973	240 914
Banque de Nouvelle-Zélande, compte de dépôt à terme .....	4	18 janv. 1973	119 104
Berliner Handels Gesellschaft, compte de dépôt à terme .....	6	29 janv. 1973	3 144 654
Berliner Handels Gesellschaft, compte de dépôt à terme .....	6 1/8	29 janv. 1973	1 600 498
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	31 janv. 1973	93 750
East African Common Service Authority, prêt .....	5 1/2	1er fév. 1973	383 388
Gouvernement iranien, prêt .....	6 1/4	1er fév. 1973	654 865
Gouvernement tunisien, prêt .....	5 1/2	1er fév. 1973	139 386
Finlands Bank, contrat de rachat, effets de sociétés de financement .....	5	8 fév. 1973	484 262
Sveriges Kreditbank, compte de dépôt à terme .....	5 1/2	12 fév. 1973	8 210 526
Banque Worms et Cie, compte de dépôt à terme .....	5 1/4	13 fév. 1973	500 000
Gouvernement zaïrois, prêt .....	6	15 fév. 1973	463 220
Gouvernement ghanéen, prêt .....	5 3/4	15 fév. 1973	108 430
Niger Dams Authority, prêt .....	5 1/2	15 fév. 1973	696 136
Gouvernement pakistanais, prêt .....	6	15 fév. 1973	165 784
Banque de Nouvelle-Zélande, compte de dépôt à terme .....	4 5/8	18 fév. 1973	59 552
Banque de Nouvelle-Zélande, compte de dépôt à terme .....	4	18 fév. 1973	119 105
Berliner Handels Gesellschaft, compte de dépôt à terme .....	6 1/8	27 fév. 1973	1 886 792
Banque ottomane, compte de dépôt à terme .....	6	28 fév. 1973	71 429
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er mars 1973	9 695
Telecommunications Board of Ethiopia, prêt .....	5 1/2	1er mars 1973	110 946
Banque Worms et Cie, compte de dépôt à terme .....	5 1/4	13 mars 1973	488 636
Electricity Authority of Cyprus, prêt .....	5 1/2	15 mars 1973	289 230
Gouvernement marocain, prêt .....	5 1/2	15 mars 1973	210 141
Gouvernement égyptien, prêt .....	6	15 mars 1973	223 391
Banque de Montréal, compte de dépôt à terme .....	7	15 mars 1973	2 000 000
Morgan Guaranty Trust Co., certificat de dépôt .....	7 1/16	19 mars 1973	2 000 000
Bank of Tokyo (Europe) Ltd., certificat de dépôt .....	7 5/16	26 mars 1973	1 000 000
Banque africaine de développement, prêt .....	3 1/2	1er avr. 1973	92 593
Banque islandaise de développement, prêt .....	6	1er avr. 1973	212 225
Gouvernement turc, prêt .....	6 1/2	1er avr. 1973	285 266
National Electricity Board of Malaysia, prêt .....	6	15 avr. 1973	689 435
Gouvernement thaïlandais, prêt .....	6	15 avr. 1973	423 651
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	30 avr. 1973	93 750
Gouvernement de Sri Lanka (Ceylan), prêt .....	5 3/4	15 mai 1973	265 980
Gouvernement indien, prêt .....	5 1/2	15 mai 1973	525 658
Banque yougoslave d'investissement, prêt .....	6	15 mai 1973	222 558
Banque coréenne de développement, prêt .....	10	23 juin 1973	200 000
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1973	98 824
Gouvernement ivoirien, prêt .....	6 1/4	15 juil. 1973	107 437
Banque nationale des travaux publics et société de services (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1973	176 667
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	31 juil. 1973	93 750
East African Common Service Authority, prêt .....	5 1/2	1er août 1973	262 621
Gouvernement zaïrois, prêt .....	6	15 août 1973	121 263
Gouvernement pakistanais, prêt .....	6	15 août 1973	169 768
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er sept. 1973	9 864

Tableau 6 (suite)

	<u>Taux</u> <u>d'intérêt</u>	<u>Echéance</u>	<u>Montant</u> <u>Dollars</u>
Telecommunications Board of Ethiopia, prêt .....	5 1/2	1er sept. 1973	110 113
Gouvernement thaïlandais, prêt .....	6	15 oct. 1973	105 358
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	22 oct. 1973	100 000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	31 oct. 1973	93 750
Franklin National Bank, Nassau, compte de dépôt à terme .....	6 1/4	31 oct. 1973	150 000
Banque yougoslave d'investissement, prêt .....	6	15 nov. 1973	231 934
Banque coréenne de développement, prêt .....	10	23 déc. 1973	200 000
Banque nationale des travaux publics et société de services (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 janv. 1974	176 667
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 janv. 1974	98 824
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	31 janv. 1974	93 750
Bank of London and South America, certificat de dépôt .....	7 7/8	19 fév. 1974	508 097
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er mars 1974	10 037
Telecommunications Board of Ethiopia, prêt .....	5 1/2	1er mars 1974	114 072
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, prêt .....	5 3/10	15 mars 1974	1 300 000
Morgan Guaranty Trust Co., certificat de dépôt .....	7 5/8	18 mars 1974	501 744
Morgan Guaranty Trust Co., certificat de dépôt .....	7 1/2	18 mars 1974	1 000 000
Banque africaine de développement, prêt .....	3 1/2	1er avr. 1974	92 593
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	22 avr. 1974	100 000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	30 avr. 1974	93 750
Banque coréenne de développement, prêt .....	10	23 juin 1974	200 000
Banque nationale des travaux publics et société de services (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1974	176 667
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1974	98 824
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1974	155 625
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	31 juil. 1974	93 750
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er sept. 1974	10 212
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, prêt .....	5 7/8	15 sept. 1974	1 000 000
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	30 sept. 1974	619 738
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	22 oct. 1974	100 000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, prêt .....	7	31 oct. 1974	93 750
Banque coréenne de développement, prêt .....	10	23 déc. 1974	200 000
Banque nationale des travaux publics et société de services (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 janv. 1975	176 667
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 janv. 1975	155 625
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 janv. 1975	98 824
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er mars 1975	10 391
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	30 mars 1975	619 738
Banque africaine de développement, prêt .....	3 1/2	1er avr. 1975	92 592
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	22 avr. 1975	100 000
Banque coréenne de développement, prêt .....	10	23 juin 1975	200 000
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1975	83 264
Banque nationale des travaux publics et société de services (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1975	90 431
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	15 juil. 1975	155 625
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er sept. 1975	10 573
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	30 sept. 1975	619 738
Société financière nationale (Mexique), prêt .....	7 3/4	22 oct. 1975	100 000
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er mars 1976	10 758
Transocean Gulf Oil Co., billets à ordre de sociétés .....	7 3/4	15 mars 1976	1 200 000
Banque asiatique de développement, prêt .....	6 1/2	15 avr. 1976	500 000
General Electric Overseas Capital Corp., billets à ordre de sociétés .....	7 3/4	15 mai 1976	1 646 400
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er sept. 1976	10 946
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er mars 1977	11 138

Tableau 6 (suite)

	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Echéance</u>	<u>Montant Dollars</u>
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er sept. 1977	11 333
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er mars 1978	11 531
Banque de développement du Tchad, prêt .....	3 1/2	1er sept. 1978	11 733
Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, obligation du gouvernement .....	3 1/2		250 000
Gouvernement du Souaziland, obligation du gouvernement .....	3 1/2		60 000
Chase Manhattan Bank, compte de dépôt .....	4 1/2		1 010 035
Chemical Bank, compte de dépôt .....	4 1/2		253 209
Irving Trust Company, compte de dépôt .....	4 1/2		1 069 442
The Sumitomo Bank Ltd., compte de dépôt .....	2		36 000
The Bank of Tokyo Trust Co., compte de dépôt (avec préavis) .....	2 1/2		98 203
The Bank of Tokyo Trust Co., compte de dépôt (avec préavis) .....	2 1/4		498 339
The Mitsui Bank Ltd., compte de dépôt (avec préavis) .....	2 1/2		2 574 751
The Sumitomo Bank Ltd., compte de dépôt (avec préavis) .....	2 1/2		168 456
The Sumitomo Bank Ltd., compte de dépôt (avec préavis) .....	2 1/4		253 478
Banque Worms et Cie, compte de dépôt (15 jours de préavis) .....	1 1/2		621 212
The Chartered Bank, compte de dépôt (15 jours de préavis) .....	2		361 525
Banque Worms et Cie, compte de dépôt (15 jours de préavis) .....	2 3/4		3 892 855
Banque Worms et Cie, compte de dépôt (à vue) .....	4 3/4		757 576
Midland Bank Ltd., compte de dépôt (à vue) .....	7		234 742
Midland Bank Ltd., compte de dépôt (à vue) .....	7		586 854
			68 954 714

ANALYSE DES PLACEMENTS ET DES PRETS

Comptes de dépôts à terme et d'épargne .....	43 078 864
Titres de participation à des prêts au développement .....	4 655 989
Effets de sociétés de financement .....	484 262
Obligations de gouvernement .....	310 000
Prêts .....	12 569 358
Certificats de dépôt .....	5 009 841
Billets à ordre de sociétés .....	2 846 400
	68 954 714

Tableau 7

Obligations des gouvernements au titre des dépenses du Programme qui sont à leur charge :  
situation au 31 décembre 1972

Obligations des gouvernements						
	Solde des exercices antérieurs	Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Obligations comptabilisées durant l'exercice considéré	Total	Reçu pendant l'exercice considéré	Solde à recevoir
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Afghanistan .....	159 816	(94 145)	-	65 671	58 760	6 911
Albanie .....	435	(435)	14 435	14 435	-	14 435
Algérie .....	257 569	(196 311)	320 000	381 258	263 342	117 916
Arabie Saoudite .....	-	-	(72 559)	(72 559)	(72 559)	-
Argentine .....	149 343	(149 343)	297 171	297 171	240 697	56 474
Australie .....	-	9 158	-	9 158	7 994	1 164
Bahreïn .....	2 250	775	40 000	43 025	-	43 025
Banque de développement de l'Afrique de l'Est (Ouganda) .....	-	7 815	-	7 815	-	7 815
Barbade .....	3 407	10 659	40 000	54 066	33 959	20 107
Birmanie .....	-	-	58 955	58 955	58 955	-
Bolivie .....	637 418	(308 595)	-	328 823	24 680	304 143
Bostwana .....	3 650	3 610	-	7 260	-	7 260
Brésil .....	152 895	(126 112)	480 000	506 783	315 015	191 768
Bulgarie .....	4 107	(4 107)	62 331	62 331	41 048	21 283
Burundi .....	35 677	(33 861)	-	1 816	1 816	-
Cameroun .....	93 031	2 239	240 000	335 270	335 270	-
Chili .....	451 135	(235 644)	320 000	535 491	116 074	419 417
Chypre .....	9 400	68 224	80 000	157 624	80 000	77 624
Colombie .....	245 352	(95 463)	320 000	469 889	140 978	328 911
Communauté de l'Afrique orientale (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie) .....	-	82 907	-	82 907	42 853	40 054
Congo .....	122 131	(32 021)	120 000	210 110	33 880	176 230
Costa Rica .....	62 232	15 077	80 000	157 309	40 697	116 612
Côte d'Ivoire .....	77 662	(27 896)	240 000	289 766	281 862	7 904
Cuba .....	-	-	107 955	107 955	107 955	-
Dahomey .....	321 930	(28 865)	-	293 065	-	293 065
Egypte .....	94 728	(94 728)	217 063	217 063	217 063	-
El Salvador .....	125 306	29 545	80 000	234 851	74 233	160 618
Equateur .....	202 833	8 363	240 000	451 196	162 068	289 128
Espagne .....	15 028	(7 876)	80 000	87 152	87 152	-
Etats-Unis d'Amérique .....	-	4 488	-	4 488	4 488	-
Porto Rico .....	441	-	-	441	441	-
Ethiopie .....	161 127	(1 241)	-	159 886	125 208	34 678
Fidji .....	-	21 632	80 000	101 632	92 723	8 909
France						
Archipel des Comores .....	10 905	1 500	-	12 405	-	12 405
Nouvelle-Calédonie .....	2 008	414	-	2 422	2 422	-
Gabon .....	14 000	(14 000)	70 137	70 137	70 137	-
Gambie .....	37 628	(15 480)	40 000	62 148	-	62 148
Ghana .....	114 425	(114 425)	233 275	233 275	60 797	172 478
Grèce .....	4 400	(121 899)	120 000	2 501	2 501	-
Guatemala .....	104 827	(31 705)	120 000	193 122	138 769	54 353
Guinée .....	419 027	(218 115)	-	200 912	14 279	186 633
Guinée équatoriale .....	-	21 585	40 000	61 585	40 492	21 093
Guyane .....	52 411	166	80 000	132 577	83 122	49 455
Haïti .....	88 600	7 872	-	96 472	12 600	83 872
Haute-Volta .....	41 643	(2 656)	-	38 987	4 647	34 340
Honduras .....	107 019	2 673	80 000	189 692	73 253	116 439
Hongrie .....	15 716	(7 805)	120 000	127 911	110 430	17 481
Inde .....	37 831	(37 831)	531 675	531 675	294 302	237 373
Indonésie .....	229 662	(129 314)	560 000	660 348	304 995	355 353
Irak .....	248 145	(118 666)	240 000	369 479	326 999	42 480
Iran .....	78 327	(78 327)	316 794	316 794	316 794	-
Islande .....	7 667	(1 860)	16 000	21 807	16 000	5 807
Israël .....	5 698	(5 698)	21 797	21 797	21 797	-
Jamaïque .....	313	14 371	120 000	134 684	15 923	118 761
Japon .....	-	15 861	-	15 861	15 861	-
Jordanie .....	210 200	-	120 000	330 200	17 900	312 300
Kenya .....	108 800	(16 101)	240 000	332 699	332 699	-
Koweït .....	-	-	(2 175)	(2 175)	(2 175)	-
Laos .....	24 561	41 947	-	66 508	660	65 848
Liban .....	42 085	(21 257)	160 000	180 828	31 515	149 313
Libéria .....	87 342	(85 076)	160 000	162 266	160 266	2 000

Tableau 7 (suite)

## Obligation des gouvernements

	Solde des exercices antérieurs	Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Obligations comptabilisées durant l'exercice considéré	Total	Reçu pendant l'exercice considéré	Solde à recevoir
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Madagascar .....	38 405	(38 405)	102 193	102 193	102 193	-
Malaisie .....	1 202	(1 202)	219 874	219 874	88 215	131 659
Malawi .....	-	-	(5 019)	(5 019)	(5 019)	-
Maldives .....	5 601	-	-	5 601	-	5 601
Mali .....	683 970	56 921	-	740 891	-	740 891
Malte .....	9 500	(4 375)	40 000	45 125	-	45 125
Maroc .....	145 714	(101 020)	320 000	364 694	117 938	246 756
Maurice .....	(2 100)	14 912	44 650	57 462	57 462	-
Mauritanie .....	234 620	(99 979)	80 000	214 641	4 649	209 992
Mexique .....	132 605	(132 605)	318 431	318 431	119 522	198 909
Mongolie .....	25 600	(25 600)	55 611	55 611	55 611	-
Népal .....	89 623	(86 368)	-	3 255	3 255	-
Nicaragua .....	160 719	(16 822)	80 000	223 897	96 763	127 134
Niger .....	143 931	22 825	-	166 756	3 904	162 852
Nigéria .....	284 139	102 219	80 000	866 358	105 779	760 579
Nouvelle-Zélande .....	2 028	2 354	-	4 382	-	4 382
Iles Cook .....	-	-	(1 798)	(1 798)	(1 798)	-
Nioué .....	-	554	-	554	-	554
Oman .....	-	500	-	500	-	500
Ouganda .....	239 191	(51 396)	-	187 795	136 265	51 530
Pakistan .....	217 839	(217 839)	143 596	143 596	143 596	-
Panama .....	124 756	(1 885)	120 000	242 871	124 158	118 713
Pan American Health Bureau a/ .....	127 300	(40 241)	-	87 059	20 683	66 376
Papua-Nouvelle-Guinée .....	-	-	75 042	75 042	75 042	-
Paraguay .....	223 505	(23 294)	-	200 211	29 032	171 179
Pays-Bas .....	-	1 069	-	1 069	1 069	-
Antilles néerlandaises .....	-	25	-	25	25	-
Surinam .....	875	3 306	40 000	44 181	44 181	-
Pérou .....	191 089	3 159	10 200	204 448	191 326	13 122
Philippines .....	85 965	(85 965)	313 631	313 631	313 631	-
Pologne .....	-	-	52 550	52 550	19 400	33 150
Portugal .....	1 159	-	-	1 159	-	1 159
Qatar .....	535	9 318	24 000	33 853	-	33 853
République arabe libyenne .....	95 550	4 673	80 000	180 223	81 627	98 596
République arabe syrienne .....	251 078	(215 432)	240 000	275 646	241 173	34 473
République centrafricaine .....	101 928	(52 394)	-	49 534	27 669	21 865
République de Corée .....	56 729	(44 856)	240 000	251 873	251 873	-
République Dominicaine .....	99 892	(59 360)	120 000	160 532	99 415	61 117
République du Viet-Nam .....	66 292	37 187	160 000	263 479	113 255	150 224
République khmère .....	152 327	68 520	80 000	300 847	75 304	205 543
République-Unie de Tanzanie .....	56 400	5 982	-	62 382	-	62 382
Roumanie .....	77 775	(25 419)	120 000	172 356	99 548	72 808
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord						
Bahamas .....	-	436	-	436	-	436
Brunéi .....	250	4 254	-	4 504	361	4 143
Honduras britannique .....	-	(4 375)	16 000	11 625	11 625	-
Hong-kong .....	855	(240)	8 000	8 615	6 120	2 495
Iles Caïmanes .....	7	(7)	(1 769)	(1 769)	(1 769)	-
Iles Gilbert et Ellice .....	1 198	(1 198)	4 849	4 849	4 849	-
Iles Leeward						
Antigua .....	6 628	(1 282)	-	5 346	70	5 276
Montserrat .....	1 000	(1 000)	(3 788)	(3 788)	(3 788)	-
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla ..	-	358	-	358	-	358
Iles Salomon .....	9 263	11 342	16 000	36 605	36 605	-
Iles Turques et Caïques .....	2 851	(2 851)	(271)	(271)	(271)	-
Iles Windward						
Dominique .....	-	2 080	-	2 080	-	2 080
Grenade .....	-	1 418	-	1 418	-	1 418
Sainte-Lucie .....	3 613	436	-	4 049	3 949	100
Saint-Vincent .....	-	26	-	26	26	-
Seychelles .....	-	-	(7 125)	(7 125)	(7 125)	-
Tonga .....	4 545	1 615	-	6 160	4 545	1 615
Tortola .....	241	(241)	(2 253)	(2 253)	(2 253)	-

Tableau 7 (suite)

## Obligations des gouvernements

	Solde des exercices antérieurs	Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Obligations comptabilisées durant l'exercice considéré	Total	Reçu pendant l'exercice considéré	Solde à recevoir
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et France	301	1 959	-	2 260	-	2 260
Nouvelles-Hébrides .....	10 620	(7 578)	-	3 042	-	3 042
Rwanda .....	-	20 488	-	20 488	129	20 359
Samoa-Occidental .....	210 207	(24 292)	160 000	345 915	71 177	274 738
Sénégal .....	88 200	(74 977)	120 000	133 223	88 609	44 614
Sierra Leone .....	-	-	2 354	2 354	2 354	-
Singapour .....	4 091	(1 672)	-	2 419	2 419	-
Somalie .....	19 500	(6 390)	14 466	27 576	8 076	19 500
Souaziland .....	475 939	(106 446)	-	369 493	213 379	156 114
Soudan .....	19 986	(19 986)	127 402	127 402	127 402	-
Sri Lanka .....	110 172	34 929	-	145 101	-	145 101
Tchad .....	14 500	(12 994)	40 000	41 506	29 068	12 438
Tchécoslovaquie .....	3 744	(3 744)	193 728	193 728	193 728	-
Thaïlande .....	59 675	(38 018)	120 000	141 657	-	141 657
Togo .....	-	30 805	80 000	110 805	109 835	970
Trinité-et-Tobago .....	224 494	(82 188)	240 000	382 306	133 260	249 046
Tunisie .....	161 679	(120 338)	320 000	361 341	235 246	126 095
Turquie .....	116 710	(71 832)	160 000	204 878	25 299	179 579
Uruguay .....	137 894	(93 916)	160 000	203 978	184 601	19 377
Venezuela .....	42 512	(2 796)	-	39 716	15 119	24 597
Yémen .....	62 164	(62 164)	43 180	43 180	29 245	13 935
Yougoslavie .....	454 491	51 518	320 000	826 009	826 009	-
Zaïre .....	170 294	(63 111)	85 209	192 392	192 392	-
Zambie .....	41 812	(16 653)	14 108	39 267	39 267	-
Divers .....	12 067 321	(3 735 535)	12 615 905	20 947 691	10 799 941	10 147 750

a/ Gouvernements participants : Argentine, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Panama et Pérou.

Tableau 8

Obligations des gouvernements au titre de leurs contributions de contrepartie en espèces aux projets : situation au 31 décembre 1972

	Obligations des gouvernements				Reçu en 1972			Solde à recevoir		
	Obligations comptabilisées durant				Pour 1972 et les exercices antérieurs	Pour les exercices suivants	Total	Pour 1972 et les exercices antérieurs	Pour les exercices suivants	Total
	Ajustements au titre d'exercices antérieurs	Pour 1972	Pour les exercices antérieurs	Pour les exercices suivants						
	Solde des exercices antérieurs	Dollars	Pour 1972	Pour les exercices antérieurs	Dollars	Pour les exercices suivants	Total	Pour 1972 et les exercices antérieurs	Pour les exercices suivants	Total
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Afghanistan	4 721	(3 504)	1 574	1 930	-	-	-	2 791	1 930	4 721
Arabie Saoudite	25 000	(25 000)	25 000	-	25 000	-	25 000	-	-	-
Argentine	580 580	(188 317)	69 534	-	98 466	(825)	97 641	363 331	825	364 156
Australie	52 018	(52 018)	24 051	27 967	3 916	-	3 916	20 135	27 967	48 102
Barbade	32 927	-	-	-	28 485	-	28 485	4 442	-	4 442
Birmanie	-	-	220 415	440 830	220 415	-	220 415	-	440 830	440 830
Bolivie	14 506	(1 625)	19 313	-	23 216	-	23 216	8 978	-	8 978
Brsil	4 590	-	50 000	-	50 000	-	50 000	4 590	-	4 590
Burundi	36 143	-	-	-	-	-	-	36 143	-	36 143
Cameroon	136 504	(123 838)	142 287	156 840	100 000	-	100 000	54 953	156 840	211 793
Chili	440 720	(335 155)	108 673	163 720	35 025	-	35 025	179 213	163 720	342 933
Colombie	67 130	(6 330)	720	1 443	58 127	-	58 127	3 393	1 443	4 836
Congo	60 591	(27 291)	37 302	-	19 841	-	19 841	50 761	-	50 761
Costa Rica	26 134	(9 067)	7 774	660	23 160	660	23 820	1 681	-	1 681
Dahomey	29 000	-	-	-	-	-	-	29 000	-	29 000
Egypte	211 493	(21 424)	9 522	11 902	199 591	-	199 591	-	11 902	11 902
El Salvador	270 986	(580)	290	290	183 820	-	183 820	86 876	290	87 166
Equateur	40 569	(760)	380	380	23 719	-	23 719	16 470	380	16 850
Etats-Unis d'Amérique (pour Porto Rico)	6 465	(33 825)	16 912	16 913	-	-	-	(10 448)	16 913	6 465
Ethiopie	96 708	(7 883)	-	-	(16 293)	-	(16 293)	105 118	-	105 118
France (pour la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane française)	27 856	-	-	-	36 691	-	36 691	27 856	-	27 856
Gabon	36 691	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gambie	38 765	-	8 395	3 150	-	-	-	47 160	3 150	50 310
Ghana	14 500	-	-	-	-	-	-	14 500	-	14 500
Guatemala	139 735	(125)	-	125	256	125	381	139 354	-	139 354
Guinée	403 471	(37 907)	40 802	-	345 762	-	345 762	60 604	-	60 604
Guyane	2 219	-	-	-	-	-	-	2 219	-	2 219
Haiti	325 761	(74 320)	84 820	-	74 900	-	74 900	261 361	-	261 361
Haute-Volta	170 079	(63 141)	85 247	-	110 584	-	110 584	81 601	-	81 601
Honduras	140 224	(580)	290	290	290	-	290	139 644	290	139 934
Inde	121 630	(376)	83 075	41 268	191 214	3 560	194 774	13 115	37 708	50 823
Indonésie	146 568	(138 030)	103 266	39 939	71 396	10 802	82 198	40 408	29 137	69 545
Irak	34 273	282	132 312	56 448	22 085	-	22 085	144 782	56 448	201 230
Iran	26 082	(54 156)	333 824	162 849	51 213	-	51 213	254 537	162 849	417 386

Tableau 8 (suite)

	Obligations des gouvernements				Reçu en 1972			Solde à recevoir		
	Ajustements au titre d'exercices antérieurs		Obligations comptabilisées durant l'exercice considéré		Pour 1972 et les exercices antérieurs	Pour les exercices suivants	Total	Pour 1972 et les exercices antérieurs	Pour les exercices suivants	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Jamaïque	33 596	-	29 532	33 596	-	-	-	33 596	-	33 596
Japon	59 064	(59 064)	29 532	59 064	-	-	-	29 532	29 532	59 064
Kenya	-	(1 553)	33 724	33 724	-	-	-	33 724	-	33 724
Laos	1 553	(3 000)	11 616	12 428	670	670	1 340	10 946	142	11 088
Libéria	41 800	(31 972)	6 000	72 300	3 000	11 000	14 000	41 800	16 500	58 300
Madagascar	16 187	-	10 790	1 005	(4 995)	-	(4 995)	-	6 000	6 000
Malawi	12 599	(3 119)	6 263	12 599	-	-	-	12 599	-	12 599
Malaisie	3 119	(4 132)	42 431	15 619	670	-	670	5 593	9 356	14 949
Mali	72 142	(16 083)	128 455	118 705	-	-	-	118 705	-	118 705
Maroc	34 860	(2 100)	109 678	256 910	78 090	31 588	109 678	69 142	78 000	147 232
Maurice	(2 100)	60 374	24 558	-	-	-	-	132 232	-	132 232
Mauritanie	50 491	(2 479)	825	9 863	3 191	-	3 191	6 787	1 654	8 441
Mexique	9 863	(1 476)	738	1 476	1 422	-	1 422	-	-	-
Mongolie	1 476	26 111	396	28 987	738	738	1 476	-	-	-
Népal	1 835	(580)	158 677	1 018 967	26 932	-	26 932	1 410	645	2 055
Nicaragua	85 267	9 260	163 003	263 823	161 238	-	161 238	82 126	775 603	857 729
Niger	133 285	(10 402)	4 845	133 285	63 488	-	63 488	108 775	91 560	200 335
Nigéria	14 534	(75 937)	19 136	54 321	133 285	-	133 285	-	-	-
Nouvelle-Zélande	107 155	14 729	146 300	277 628	2 870	154	3 024	47 464	13 833	61 297
Pakistan	2 628	(8 050)	4 025	1 300	90 928	(19)	90 909	72 729	113 990	186 719
Panama	1 300	(760)	30 883	100 581	-	-	-	1 300	-	1 300
Paraguay	28 575	(71 643)	4 025	28 575	4 206	-	4 206	20 344	4 025	24 369
Pays-Bas	3 431	1 667	49 583	3 431	-	-	-	3 051	380	3 431
Pérou	91 758	(48 100)	59 171	20 843	38 789	-	38 789	12 209	49 583	61 792
Philippines	19 176	10 000	-	-	-	-	-	20 843	-	20 843
Pologne	68 200	60 104	17 787	79 271	79 271	-	79 271	-	-	-
République arabe libyenne	19 349	(36 734)	13 919	29 349	29 349	-	29 349	-	-	-
République arabe syrienne	52 817	(1 444)	16 969	126 840	31 300	-	31 300	95 540	-	95 540
République centrafricaine	36 734	-	17 787	47 162	16 279	-	16 279	1 508	29 375	30 883
République de Corée	95	(1 444)	8 950	28 493	95	-	95	-	-	-
République Dominicaine	4 018	-	12 875	15 875	13 805	-	13 805	5 738	8 950	14 688
République du Viet-Nam	-	(8 103)	4 915	8 103	-	-	-	12 875	3 000	15 875
République khmère	8 103	-	4 915	8 103	-	-	-	4 915	3 188	8 103
République-Unie de Tanzanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni (pour Antigua, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves, Anguilla, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent)	4 441	-	-	4 441	3 087	-	3 087	1 354	-	1 354

Tableau 8 (suite)

	Obligations des gouvernements				Reçu en 1972				Solde à recevoir					
	Ajustements au titre d'exercices antérieurs		Obligations comptabilisées durant l'exercice considéré		Pour 1972 et les exercices antérieurs		Pour les exercices suivants		Pour 1972 et les exercices antérieurs		Pour les exercices suivants		Total	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Brunéi	1 476	(1 476)	738	738	1 476	738	-	-	738	-	-	-	738	738
Hong-kong	7 371	(5 626)	2 457	3 169	7 371	2 457	-	-	2 457	1 745	3 169	3 169	4 914	4 914
Bahamas	-	-	55 700	114 050	169 750	28 657	-	-	28 657	27 053	114 050	114 050	141 093	141 093
Antigua	-	-	8 322	16 644	24 966	-	-	-	-	8 322	16 644	16 644	24 966	24 966
Tortola	-	-	5 548	11 096	16 644	-	-	-	-	5 548	11 096	11 096	16 644	16 644
Iles Caïmanes	-	-	5 548	11 096	16 644	-	-	-	-	5 548	11 096	11 096	16 644	16 644
Dominique	-	-	8 322	16 644	24 966	-	-	-	-	8 322	16 644	16 644	24 966	24 966
Montserrat	-	-	2 774	5 548	8 322	2 774	-	-	2 774	8 322	5 548	5 548	10 300	10 300
Saint-Kitts	-	-	8 322	16 644	24 966	-	-	-	-	8 322	16 644	16 644	24 966	24 966
Sainte-Lucie	-	-	11 096	22 192	33 288	11 096	903	-	11 999	-	21 289	21 289	21 289	21 289
Saint-Vincent	-	-	11 096	22 192	33 288	11 096	6 688	-	17 784	-	15 504	15 504	15 504	15 504
Iles Turques et Caïques	-	-	5 548	11 096	16 644	-	-	-	-	5 548	11 096	11 096	16 644	16 644
Rwanda	39 000	-	-	-	39 000	-	-	-	-	39 000	-	-	39 000	39 000
Samoa-Occidental	649	(507)	218	289	649	71	-	-	71	289	289	289	578	578
Sénégal	72 986	22 080	26 698	4 833	126 597	40 658	4 833	-	45 491	81 106	-	-	81 106	81 106
Singapour	2 544	(2 544)	1 094	1 450	2 544	738	362	-	1 100	356	1 088	1 088	1 444	1 444
Somalie	11 807	-	-	-	11 807	11 807	-	-	11 807	-	-	-	-	-
Soudan	491 465	(293 337)	131 447	161 890	491 465	-	-	-	-	329 575	161 890	161 890	491 465	491 465
Sri Lanka	9 845	(7 631)	38 659	16 142	57 015	3 297	-	-	3 297	37 576	16 142	16 142	53 718	53 718
Tchad	39 000	(8 699)	-	5 061	39 000	-	-	-	-	39 000	-	-	39 000	39 000
Thaïlande	10 913	7 408	66 968	5 061	74 243	40 875	-	-	40 875	28 307	5 061	5 061	33 368	33 368
Togo	-	-	3 530	-	10 938	-	-	-	-	10 938	-	-	10 938	10 938
Trinité-et-Tobago	2 219	(21 089)	-	-	2 219	(1 644)	-	-	(1 644)	2 219	-	-	2 219	2 219
Tunisie	19 445	-	-	-	(1 644)	26 488	-	-	26 488	-	-	-	-	-
Turquie	11 077	-	25 411	27 053	63 541	-	-	-	-	10 000	27 053	27 053	37 053	37 053
Uruguay	4 726	-	-	-	4 726	-	-	-	-	4 726	-	-	4 726	4 726
Venezuela	172 389	(166 088)	428 572	28 880	463 753	139 531	831	-	140 362	295 342	28 049	28 049	323 391	323 391
Yémen	470 508	(191 715)	191 715	-	470 508	19 721	-	-	19 721	450 787	-	-	450 787	450 787
Zaïre	566 540	(53 480)	53 480	-	566 540	276 024	-	-	276 024	290 516	-	-	290 516	290 516
Divers	35 174	(35 174)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6 751 104</b>	<b>(2 154 870)</b>	<b>3 647 254</b>	<b>2 908 745</b>	<b>11 152 233</b>	<b>3 372 971</b>	<b>72 070</b>	<b>3 445 041</b>	<b>4 870 517</b>	<b>2 836 675</b>	<b>7 707 192</b>	<b>7 707 192</b>	<b>7 707 192</b>	<b>7 707 192</b>

a/ Indonésie - La somme à recevoir comprend 9 612 dollars versés à l'avance au titre du projet REG-108 pour 1972, 1973 et 1974.

b/ Etats-Unis - La somme à recevoir comprend 33 825 dollars versés à l'avance au titre du projet REG-190 pour 1972, 1973 et 1974.

#### IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Le Comité des commissaires aux comptes, créé en vertu de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, est tenu de vérifier les comptes du Programme des Nations Unies pour le développement conformément aux dispositions de l'article XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à celles de l'annexe audit règlement financier.

2. Le Directeur a soumis au Comité des commissaires aux comptes les états financiers ci-après arrêtés au 31 décembre 1972, accompagnés de huit tableaux :

Etat I            Compte du Programme des Nations Unies pour le développement  
                  Etats des recettes et des allocations

Etat II           Opérations effectuées par le Programme des Nations Unies  
                  pour le développement en tant qu'organisation chargée de  
                  l'exécution de ses propres projets  
                  Etat des fonds

#### Portée de la vérification

3. Les fonctions du Comité des commissaires aux comptes sont régies par les principes énoncés dans l'annexe au "Règlement financier et règles de gestion financières de l'Organisation des Nations Unies" visée à l'article XII dudit règlement et dont le paragraphe 1 se lit comme suit :

"Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :

a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;

b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;

c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;

d) Que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;

e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes.

4. En outre, le Comité des commissaires aux comptes a aussi la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.

5. Lorsqu'il a vérifié les comptes et états financiers, le Comité a notamment effectué au Siège un examen des pratiques comptables et des systèmes de contrôle intérieur et procédé aux vérifications par sondage des opérations financières et de l'exactitude des écritures comptables et autres pièces justificatives qu'il a jugées nécessaires en l'occurrence. Les commissaires aux comptes ne se sont rendus dans aucun bureau de représentant résident ni auprès d'aucune des organisations participantes et chargées de l'exécution autre que l'Organisation des Nations Unies.

6. Au cours de ses travaux, le Comité des commissaires aux comptes est demeuré en liaison effective avec le Corps commun d'inspection, le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, le Service de vérification intérieure des comptes et le Service de gestion administrative, afin d'éviter tout double emploi des efforts et tout chevauchement des tâches.

#### Principales conclusions et recommandations

7. Pour s'acquitter de ses responsabilités envers l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes présente ci-après ses principales conclusions et recommandations résultant de sa vérification des comptes.

#### Responsabilités du Directeur

8. Dans ses récents rapports à l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé que le Directeur soit autorisé à établir et à tenir tous les comptes, livres et états financiers nécessaires pour comptabiliser les opérations que le PNUD est chargé de gérer. Cette mesure serait conforme au consensus approuvé par le Conseil d'administration à sa dixième session, selon lequel c'est le Directeur qui aura l'entière responsabilité de veiller à la bonne utilisation des fonds du Programme et de contrôler les opérations financières et comptables 1/.

9. En 1972, c'est le Bureau des services financiers du Siège de l'ONU qui a tenu les livres et les comptes du PNUD. A compter du 1er janvier 1973, le personnel des services de comptabilité de l'Organisation des Nations Unies qui était chargé de cette tâche a été affecté au PNUD. Désormais, c'est le Directeur qui tiendra tous les livres et comptes concernant les opérations du PNUD et qui fera appliquer les procédures et systèmes y relatifs.

10. Sur la demande du Secrétaire général et avec l'autorisation ultérieure du Conseil d'administration, le Directeur a assumé certaines responsabilités en ce qui concerne l'utilisation et l'administration de certains fonds d'affectation spéciale, outre ses responsabilités principales vis-à-vis du PNUD et le fait qu'il

---

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 6A (E/4884/Rev.1), chap. V, annexe.

est pleinement comptable des ressources du Programme. La situation financière de ces fonds d'affectation spéciale apparaît dans le rapport financier et les comptes que le Secrétaire général établit et présente à l'Assemblée générale.

11. Le Comité des commissaires aux comptes recommande que les états financiers indiquant les résultats des opérations de ces fonds d'affectation spéciale soient inclus dans les états financiers généraux du PNUD, de façon à rendre compte de tous les fonds dont le Directeur est comptable.

12. A cet égard, le Comité des commissaires aux comptes a noté que l'Assemblée générale, par sa résolution 3019 (XXVII), a décidé que l'un de ces fonds d'affectation spéciale, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, serait placé sous l'autorité de l'Assemblée générale et que le Conseil d'administration serait l'organe chargé de l'administration du Fonds et se préoccuperait des politiques financières et administratives, du budget annuel du Fonds, des appels de fonds et du programme d'activités opérationnelles. Comme suite à l'application de cette résolution en 1973, et si les directives actuelles restent en vigueur, le Directeur exécutif du Fonds présentera chaque année au Conseil d'administration, en consultation avec le Directeur du PNUD, un rapport sur les opérations et la gestion du Fonds. Etant donné ce nouveau caractère distinctif du Fonds, le Conseil d'administration s'attendra à ce que le rapport comporte des comptes et des états financiers distincts de façon à rendre compte des ressources du Fonds dont le Directeur du PNUD est pleinement responsable et comptable, conformément au mandat qui lui en confie la gestion administrative.

#### Etats financiers

13. Jusqu'à présent, le PNUD a eu l'habitude de publier chaque année deux séries d'états financiers, l'une pour le compte du PNUD ou compte central, l'autre pour la position financière d'ensemble, qui tient compte des activités des organisations participantes et chargées de l'exécution. Les états indiquant la situation du compte du PNUD reflètent en fin de compte les ressources non allouées du PNUD. Les états financiers récapitulatifs, par contre, reflètent plus utilement les résultats des opérations en tenant compte des dépenses effectives des organisations et en indiquant en définitive le montant total des ressources nettes disponibles pour l'ensemble du Programme.

14. L'adoption et l'application en 1972 de nouvelles politiques financières ont correspondu à une évolution radicale des méthodes de financement du Programme : on a abandonné la pratique du financement intégral des projets pour adopter un système de financement annuel du programme, ce qui signifie que toutes les dépenses d'un exercice donné doivent être couvertes à l'aide des ressources dont le PNUD dispose pour ledit exercice. On ne peut donc connaître les résultats définitifs du programme de l'année en cours qu'en tenant compte du montant définitif des dépenses effectives faites par les organisations. Pour l'exercice 1972, ces importants résultats définitifs seront présentés dans les états financiers récapitulatifs vérifiés qui, conformément aux procédures en vigueur, ne seront pas soumis au Conseil d'administration avant janvier 1974. Cette présentation tardive résulte de la pratique actuelle qui consiste à établir les états financiers récapitulatifs sur la base des comptes vérifiés des organisations, lesquels ne sont communiqués au PNUD que vers la fin de l'année, après avoir été approuvés par les organes directeurs desdites organisations.

15. Un examen des résultats des opérations de l'exercice 1972 témoigne avec éloquence de l'utilité et de l'importance d'états financiers récapitulatifs pour l'évaluation des résultats d'un programme financé sur une base annuelle. Le compte du PNUD, ou compte central, qui fait l'objet du présent rapport, fait apparaître finalement un déficit de 49,5 millions de dollars pour l'exercice, alors que les comptes récapitulatifs feront apparaître un solde excédentaire de 100 millions de dollars environ, compte tenu des dépenses effectives des organisations, qui sont estimées provisoirement à 274 millions de dollars. Ce déficit est principalement imputable à une planification trop optimiste des programmes et au fait que les budgets des projets n'ont pas été ajustés en 1972 pour refléter le montant réel des dépenses faites par les organisations. Selon les nouvelles procédures, les budgets des projets seront diminués en 1973 compte tenu des travaux effectivement exécutés en 1972.

16. En conséquence, pour que les états financiers du PNUD soient présentés en temps voulu et donnent un tableau complet de la situation, le Comité des commissaires aux comptes renouvelle la recommandation qu'il a faite en 1971 et qui tendait à ce que les états financiers du PNUD soient réexaminés et remaniés compte tenu du principe selon lequel le Directeur est pleinement responsable et comptable de toutes les ressources financières mises à sa disposition. Les états devraient être établis selon les principes et normes de comptabilité courante généralement acceptés et devraient être conçus de façon à présenter des données plus utiles et plus complètes répondant aux besoins du Directeur et des organes directeurs. Ces états financiers présenteraient un avantage et un intérêt réels pour le Directeur et les organes directeurs lorsqu'ils évaluent ou planifient toutes les activités financières et opérationnelles du Programme.

#### Incidences des nouvelles politiques et procédures financières

17. Les comptes et états financiers de l'exercice 1972 ont été établis selon les nouvelles politiques et procédures financières résultant du consensus adopté par le Conseil d'administration à sa dixième session et approuvé par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session. D'autres modifications, découlant directement de décisions prises à propos de procédures de caractère opérationnel sont intervenues en 1972. Le Directeur a exposé les effets de ces diverses modifications dans son rapport sur les comptes et états financiers de l'exercice 1972.

#### Révision et approbation des budgets par projets

18. En adoptant les procédures de programmation par pays, le PNUD a demandé aux organisations d'adopter le nouveau mode d'établissement des budgets par projets et a, entre autres, fixé des critères pour la révision desdits budgets et l'échelonnement des activités visant à combler les lacunes qui se sont accumulées dans la réalisation des programmes jusqu'au 31 décembre 1971. L'application de ces nouvelles procédures concernant l'établissement des budgets, la comptabilité et les rapports a été retardée, de sorte que c'est à une date très tardive que le PNUD a approuvé et autorisé le montant du programme, qu'il s'agisse du total ou du montant par projet. En outre, selon les nouvelles procédures, les représentants résidents ont reçu des pouvoirs accrus et peuvent désormais approuver de nouveaux projets par pays, jusqu'à concurrence d'un certain montant en dollars et communiquer directement leur approbation aux organisations. Du fait des retards inhérents au

nouveau système, à la fin de l'exercice les organisations n'avaient pas encore pu donner leur plein accord quant aux budgets par projets établis par le PNUD sur ordinateur qui leur avaient été communiqués et qui fixaient le montant autorisé du programme.

19. PNUD a donc pour tâche essentielle d'assurer la concordance de ses comptes complémentaires avec ceux de chaque organisation, à la fois pour l'ensemble du programme et pour chaque projet. Le Comité des commissaires aux comptes a appris que ce processus a été amorcé en mai 1973 afin de pouvoir comptabiliser les ajustements nécessaires en 1973. De l'avis du Comité, ces vérifications et un accord rapide avec les organisations sont essentiels pour que le PNUD puisse maintenir un contrôle financier intérieur efficace dans le cadre du nouveau système de financement annuel du programme.

#### Evaluation de l'exécution des programmes

20. Le montant total de l'assistance fournie par le PNUD en 1972 s'est élevé à 274 millions de dollars environ, soit environ 154 millions de dollars (approximativement 36 p. 100) de moins que les dépenses prévues, bien que les organisations chargées de l'exécution aient eu la possibilité d'établir de nouveaux plans et de nouveaux calendriers pour combler les lacunes qui s'étaient accumulées dans la réalisation des programmes à la fin de 1971. Du fait que les organisations chargées de l'exécution devront réinscrire aux programmes pour les années à venir les objectifs qui n'ont pas été atteints, il leur sera difficile d'exécuter un volume plus important de programmes, à moins que leurs procédures d'exécution ne soient améliorées et rendues plus efficaces.

21. Les principaux facteurs qui ont entraîné des lacunes dans la réalisation des programmes proviennent principalement d'une surprogrammation et d'une planification peu réaliste des projets. Les retards dans le recrutement du personnel affecté aux projets et dans la fourniture du matériel nécessaire à l'exécution desdits projets contribuent notablement aux lacunes et sont directement liés à une planification trop optimiste. Les facteurs externes et internes qui interviennent dans la planification et l'exécution des projets ne semblent pas être coordonnés et synchronisés comme il le faudrait pour réduire au maximum les retards ultérieurs. Dans certains cas, des retards dans l'exécution de programmes ont eu pour conséquence fâcheuse d'augmenter le coût des projets sans contribuer de façon tangible à leur exécution.

22. Outre les mesures qui ont été prises jusqu'ici pour améliorer l'exécution des projets, on aura recours à des missions spéciales pour évaluer les projets en cours lorsque les problèmes qui se posent ou d'autres circonstances nécessiteront un examen spécialisé ou une évaluation plus approfondie que celle que pourrait effectuer le personnel local. D'autre part, l'Administration met actuellement en place un système normalisé de rapports, avec l'aide du Service des systèmes de gestion intégrée, afin de fournir des données systématiques sur l'exécution des programmes.

#### Vérification des comptes bancaires

23. Cette année, le Comité des commissaires aux comptes a de nouveau eu des difficultés à recevoir de certains dépositaires la confirmation du montant des

soldes en dépôt, bien que dans certains cas le Trésorier de l'Organisation des Nations Unies leur ait adressé, au nom du Comité, trois demandes consécutives à cet effet. En mai 1973, à l'issue de ses opérations détaillées de vérification, le Comité n'avait pas reçu de confirmation directe concernant 74 comptes, représentant un montant global de 19 573 985 dollars. Tous les détails relatifs à chacun de ces comptes ont été donnés au Bureau des services financiers de l'ONU, pour qu'il demande aux dépositaires de bien vouloir communiquer dès que possible au Comité les renseignements manquants.

24. Le Comité des commissaires aux comptes a noté que l'on s'était préoccupé de renforcer les contrôles financiers intérieurs relatifs aux comptes bancaires. Lorsqu'il a vérifié les comptes de l'exercice 1972, le Comité a constaté toutefois que plusieurs comptes bancaires n'avaient pas été apurés mensuellement, comme le prévoit la règle de gestion financière 111.11.

25. En fin d'exercice, le montant total des dépôts non identifiés pour lesquels les déposants devaient fournir des éclaircissements s'élevait à 4,1 millions de dollars. Le Comité a constaté qu'après la clôture de l'exercice ce montant était tombé à 1,2 million de dollars au 30 avril 1973. L'identification rapide de ces dépôts a permis une amélioration par rapport à la situation signalée l'an dernier, mais le Comité considère néanmoins qu'une plus grande attention est nécessaire pour maintenir un contrôle financier adéquat.

#### Placements

26. Outre ce qui précède, le Comité n'a pas reçu de confirmation directe en ce qui concerne deux prêts non remboursés d'un montant total de 378 211 dollars. A l'issue des opérations de vérification, des détails ont été donnés au Bureau des services financiers de l'ONU pour qu'il demande confirmation de ces prêts.

27. Le Comité a appelé l'attention sur la règle de gestion financière 109.2 aux termes de laquelle toutes les valeurs devront être déposées soit dans des banques dûment désignées, soit dans les coffres d'un établissement financier agréé, désigné par le Contrôleur. Compte tenu du montant considérable que représentent les valeurs actuellement en dépôt à la Trésorerie de l'ONU, le Comité a recommandé que le Bureau des services financiers examine les aspects pratiques liés à la garde de ces valeurs, compte tenu des dispositions de la règle de gestion financière 109.2.

28. Le Comité a également rencontré des difficultés pour identifier les propriétaires de valeurs du PNUD et obtenir un tableau plus précis des prévisions de dépenses dans le cadre de la planification des placements; il a pris note de différents entretiens qui ont eu lieu quant à la responsabilité de la garde et du placement des fonds du PNUD. Le Comité croit savoir que ces problèmes interdépendants sont actuellement examinés sur les plans théorique et pratique, mais il recommande néanmoins de fournir plus régulièrement et ponctuellement au Directeur des rapports périodiques sur le rendement et la situation des placements, de manière à l'aider dans ses consultations avec le Secrétaire général et dans les décisions qu'il prend de concert avec lui.

## Montant des comptes d'avances temporaires des bureaux extérieurs

29. Lorsqu'il a vérifié les comptes de l'exercice 1972, le Comité a examiné dans quelle mesure on avait appliqué les recommandations qu'il avait faites en 1971 et qui tendaient à dégager des fonds, à des fins de placement, en abaissant le montant des comptes d'avances temporaires des bureaux extérieurs. Le Comité a constaté qu'aucune réduction n'avait été opérée à la fin de l'exercice du fait du retard avec lequel on avait commencé à appliquer toutes ses recommandations. L'Administration a toutefois décidé de continuer à appliquer ces recommandations en 1973. Les mesures prises jusqu'à présent ont consisté à adopter un système de rapports permettant de suivre l'évolution des besoins des bureaux extérieurs afin de déterminer si le montant des comptes d'avances temporaires est adéquat. Le Comité estime que ces procédures, combinées à l'examen et à la vérification en temps voulu des comptes mensuels des bureaux extérieurs, devraient permettre de réduire le montant des comptes d'avances temporaires des bureaux extérieurs et de libérer ainsi des fonds considérables, aussi bien pour les opérations que pour les placements.

## Remerciements

30. Le Comité des commissaires aux comptes exprime sa gratitude au Secrétaire général, au Directeur et à leurs collaborateurs pour le concours qu'ils lui ont prêté dans l'accomplissement de ses fonctions.

Le Vérificateur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. I. OSMANY

L'Auditeur général par intérim du Canada,

(Signé) G. R. LONG

Le 22 juin 1973



---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---